

Rapport de suivi et d'évaluation des performances concernant le budget-programme pour 2010



RAPPORT DE SUIVI ET D'ÉVALUATION DES PERFORMANCES CONCERNANT LE PROGRAMME DE TRAVAIL ET LE BUDGET POUR 2010

Introduction

Le rapport de suivi et d'évaluation des performances, soumis chaque année aux Membres et à la Conférence du PROE conformément aux obligations incombant au Directeur en vertu du règlement intérieur de la Conférence, présente un résumé des activités menées et des objectifs atteints par le Secrétariat au cours de l'année écoulée. Les performances sont comparées à des indicateurs définis dans le budget-programme pour l'exercice 2010, qui correspond aux priorités du Plan d'action (2005-2009) et aux résultats des Programmes stratégiques (2004-2013).

Les autres documents produits par le Secrétariat comprennent notamment les rapports sur les résultats et comptes financiers de l'exercice 2010 et le rapport annuel du Directeur.

Le format du rapport changera à partir de 2011 suite à l'adoption du nouveau Plan stratégique 2011-2015 mais ce rapport ne sera pas présenté aux Membres avant la 23^e Conférence du PROE en 2012.

Évaluation générale des réalisations de 2010

Le PROE a consacré une grande partie de l'année 2010 à modifier ses processus afin d'améliorer sa performance et son efficacité. Les principales mesures prises sont les suivantes :

- Renforcement des initiatives et programmes concrets menés dans les pays
- Meilleure définition des priorités et des attentes des pays relatives au PROE
- Développement de partenariats étroits ; et
- Augmentation de notre rapport coût-efficacité et mesures de réduction des coûts au profit des pays membres.

Le PROE a continué d'œuvrer en faveur de la protection et de l'amélioration de l'environnement du Pacifique insulaire et notamment du développement durable des écosystèmes et des ressources naturelles de la région. L'année 2010 a été axée sur la célébration de l'Année de la diversité biologique et la préparation à la 10^e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB), qui s'est tenue à Nagoya (Japon) du 18 au 29 octobre 2010. Le logo et le thème océaniens de l'Année internationale de la diversité biologique (« La biodiversité insulaire – un gage de vie ») ont été officiellement dévoilés en février 2010 puis adoptés et largement utilisés dans les communications officielles du PROE. L'accent porté sur la biodiversité a été renforcé par plusieurs initiatives régionales dont la 13^e Table ronde des îles océaniennes pour la conservation de la nature qui s'est tenue à Apia en juin 2010 qui a notamment examiné la nouvelle stratégie d'action 2013-2017. Les discussions sur le changement climatique ont atteint leur point culminant lors de la Conférence de Cancún, organisée en décembre sous l'égide de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Les Membres ont bénéficié du soutien du Secrétariat avant et pendant ces importantes négociations.

Alors que le changement climatique, la conservation de la biodiversité, la gestion écosystémique et la gestion des déchets sont restés au cœur des préoccupations du PROE en 2010, le Secrétariat a continué de fournir conseils et assistance aux Membres dans de nombreux autres domaines, aux niveaux communautaire, national, régional et international, conformément aux cibles et objectifs approuvés par la Conférence du PROE. Des progrès ont notamment été enregistrés dans les domaines suivants : gestion des ressources naturelles, lutte contre la pollution, développement durable, renforcement des capacités, formation, éducation et sensibilisation à l'environnement.

RAPPORT DE SUIVI ET D'ÉVALUATION DES PERFORMANCES CONCERNANT LE PROGRAMME DE TRAVAIL ET LE BUDGET POUR 2010

Le PROE a établi plusieurs partenariats importants en 2010, qui augmenteront considérablement le soutien apporté aux pays océaniens pour mieux gérer leur environnement tout en abordant d'importants problèmes tels que le changement climatique. Le Japon s'est par exemple récemment engagé à verser 9 millions de dollars É.-U. pour aider les pays à mieux gérer leurs déchets solides dans le cadre d'un projet mis en œuvre par le PROE. L'Initiative internationale d'adaptation au changement climatique (ICCAI) gérée par le gouvernement australien a également établi un partenariat avec le PROE pour soutenir les efforts menés par les pays pour s'adapter au changement climatique. Le PROE héberge dans ses bureaux à Apia des agents du Japon et de l'Australie. Le Secrétariat a également développé ses relations avec les bailleurs de fonds (dont l'UE). Tout ce travail était motivé par la volonté d'apporter une aide efficace aux Membres insulaires océaniens. Le Secrétariat a par ailleurs continué de participer à de nombreux forums internationaux sur l'environnement.

Les activités et réalisations de l'année 2010 sont détaillées dans le présent document et seront présentées lors de la Conférence du PROE par les membres du personnel qui en ont eu la charge.

Remarque concernant l'interprétation des données budgétaires et des dépenses

Le budget-programme pour 2010, qui forme la base du présent rapport, a été diffusé aux Membres en septembre 2009 et approuvé par la Conférence en novembre de la même année. Bien que le programme de travail ait été préparé en utilisant les meilleures informations disponibles au premier semestre 2009, de nombreuses hypothèses et circonstances avaient changé au moment de l'exécution du budget en janvier 2010

Ces hypothèses reposaient sur le paiement en début d'exercice de l'intégralité des contributions des Membres, comme convenu lors de la Conférence du PROE, les niveaux de financement anticipés de la part des donateurs et des taux de change relativement stables.

Le budget de l'exercice 2010 était équilibré comme d'habitude, ce qui signifie que les dépenses estimées étaient égales aux recettes prévues. Les ressources totales approuvées pour ce budget par la 20^e Conférence du PROE s'élevaient à 10 416 658 dollars É.-U. Le montant des dépenses n'a toutefois atteint que 9 276 471 dollars É.-U. (89 %), car les recettes effectivement disponibles et reçues de toutes les sources ne totalisaient que 8 425 617 dollars É.-U.

Budget total approuvé	Dépenses totales effectives	Part des dépenses par rapport au budget
10 416 658 \$ US	9 276 471 \$ US	89 %

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES 1.

Objectif du programme : Pays et territoires insulaires océaniens à même de gérer les ressources insulaires et les écosystèmes océaniques de manière durable et propre à entretenir la vie et les modes de subsistance

Au cours de l'année écoulée, le programme Écosystèmes insulaires a continué de fournir une assistance technique et consultative aux Membres du PROE pour les aider à renforcer leur gestion environnementale et à promouvoir le développement durable. Les faits marquants de l'année ont été les suivants :

Conventions sur la biodiversité

- Réunion de préparation à la COP10 de la CDB y compris l'organisation d'une formation en négociation et la préparation d'un dossier océanien
- Participation effective des pays insulaires océaniens à la COP10 de Nagoya dans le cadre des initiatives « One Voice » et « Pacific Voyage »
- Accord de partenariat sur l'Initiative océanienne sur les mangroves signé avec le bureau océanien de l'UICN
- Assistance fournie aux pays insulaires océaniens en vue de la réalisation de leurs 4^{es} rapports nationaux à la CDB
- Soutien au PANSB de Tuvalu et examen du PANSB de la PNG dans le cadre de l'ANCR requise au titre de la CDB
- Projet GEF-PAS intégré sur la biodiversité insulaire formulé avec succès
- Plan d'action régional pour les zones humides 2011-2013 formulé et adopté
- Formation sur le suivi des mangroves dispensée avec succès aux îles océaniennes

Espèces menacées

- Campagne de l'Année océanienne du dugong (2011) approuvée par la 11e Conférence du PROE
- Assistance technique fournie aux États de l'aire de répartition du dugong en vue de la réalisation d'inventaires
- Mise en place de réseaux communautaires de suivi des tortues marines aux Fidji en association avec WWF SPPO
- Examens de la législation nationale sur les tortues marines réalisés pour 5 pays insulaires océaniens
- Suivi de la nidification des tortues vertes aux Fidji

- Renforcement du suivi TREDS
- Formation à Vanuatu de trois représentants communautaires des Fidji sur le suivi de la nidification des tortues marines
- Élaboration du plan d'action du Samoa sur les tortues marines destiné à la pêche commerciale
- Poursuite de l'élaboration du Plan de rétablissement des baleines à bosse d'Océanie

Espèces envahissantes

- Mise en œuvre du projet régional GEF-PAS sur les espèces envahissantes
- Ateliers de lancement du projet GEF-PAS sur les espèces envahissantes organisés au Samoa et à Vanuatu
- Publication du dossier océanien d'information sur les espèces envahissantes et la sécurité alimentaire
- Programme scolaire et programme de sensibilisation des communautés sur les espèces envahissantes et la biodiversité menés sur l'île de Kiritimati
- Assistance fournie à Kiribati concernant la législation nationale en matière de gestion des espèces envahissantes
- Réalisation au Samoa d'essais en vue de la mise au point de techniques de lutte contre 5 espèces d'arbres envahissants
- Mise en place de 15 équipes du PILN dans les pays et territoires insulaires océaniens

Zones côtières et marines

- Adoption du cadre Paysages océaniques du Pacifique par les dirigeants du Forum du Pacifique
- Renforcement du Groupe de travail sur le secteur marin grâce à une collaboration efficace avec les partenaires
- Tenue de l'Assemblée générale de l'ICRI

- Analyses des zones clés pour la biodiversité réalisées pour les Fidji, Kiribati et le
- Évaluation économique des pratiques de pêche destructrices à Kiribati
- Programme de suivi des écosystèmes marins réalisé dans la baie de Fagaloa
- Rapport sur l'avenir de la biodiversité marine publié pour le Pacifique

Diversité biologique et changement climatique

Projet océanien d'évaluation de la biodiversité et du changement climatique entamé grâce à un financement de l'ICCAI

Développement des capacités

Mise en œuvre du projet de la CE sur le renforcement des capacités en vue de la mise en œuvre des AME

Éducation et communication

- Colloque sur l'EDD dans les universités régionales coordonné en partenariat avec **l'USP**
- Assistance fournie à Kiribati et aux Fidji pour développer la communication et l'éducation à l'environnement et au développement durable au niveau national
- Concept du « Pacific Voyage » utilisé pour présenter la position du Pacifique dans le cadre d'une exposition et d'une manifestation parallèle
- Célébration réussie de l'Année océanienne de la diversité biologique

Gestion des connaissances

- Actualités du PEIN sur l'environnement distribuées tous les mois à un réseau de plus de 350 partenaires et institutions
- Développement des ressources de la bibliothèque virtuelle du PEIN par le biais de pages Facebook et Twitter
- Élaboration des mécanismes d'échange de la CMS et de la CITES
- Ateliers nationaux organisés aux Îles Cook, aux Fidji, aux Tonga et à Vanuatu pour promouvoir la maîtrise de l'information et le renforcement des capacités de gestion de l'information

Analyse financière comparative :

Budget total	Dépenses effectives	Part des dépenses
2 858 592	2 745 143	96 %

1.1 – Gestion des écosystèmes Volet:

Objectif: Promouvoir et appuyer la bonne gestion des écosystèmes insulaires

Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévision	ns budgétaiı \$ US	res
Résultat 1.1.1 - Gestion et mise	e en œuvre des stratégies et accords internat	tionaux et régionaux portant sur les écosystèmes app	uyées		
1.1.1.1 Soutien à la participation des pays et territoires insulaires	Positions et stratégies régionales permettant de réaliser les priorités régionales définies avant les	Assistance technique fournie au représentant océanien (Îles Marshall) à la 41e réunion du Comité permanent Ramsar,		Dépenses prévues	Dépenses effectives
océaniens aux réunions et manifestations sur les	grandes réunions et exprimées pendant celles-ci.	dont une note d'information révisée tenant compte des avis des correspondants océaniens de Ramsar • Réunion océanienne préparatoire à la COP10 de la CDB	Frais de personnel Frais de fonctionnement	167 516 107 939	123 714 317 210
écosystèmes.	réaliser les priorités régionales définies avant les	suivie par 13 Parties insulaires (sur 14), l'Australie et la Nouvelle-Zélande, deux organisations du CORP et cinq ONG	Frais d'investissement	400	144
		œuvrant dans le domaine de la conservation. Réunion	Sous-total	275 855	441 068
		 financée par le projet ACP sur les AME (UE), y compris la participation des Parties océaniennes Deux documents majeurs ont été préparés pour aider les Parties océaniennes en vue de la COP10 de la CDB: la déclaration de la réunion préparatoire et le dossier océanien décrivant les principales positions régionales proposées et les recommandations pour le Pacifique. Ce dossier a été largement utilisé pendant la conférence dans le cadre de la participation océanienne au processus de négociation. Une stratégie de communication et de sensibilisation a été élaborée et mise en œuvre lors de la COP10; elle comprenait des manifestations parallèles, des kits d'information et des comptes rendus quotidiens sur le web. La délégation océanienne à la COP10 a participé efficacement aux négociations grâce au soutien du Secrétariat du PROE et des principaux partenaires. Plusieurs interventions ont eu lieu pendant les séances plénières pour présenter les positions océaniennes sur les grands enjeux tels que la biodiversité, le changement climatique, les espèces envahissantes, la diversité marine, les aires protégées, etc. 	Les dépenses associ 1.1.2 doivent être ex Des fonds compléme collectés pour réalis	kaminées conjo entaires ont ég	intement. alement été

110grumme 1 Edobibilizativa Edob				
Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisions budgétaires \$ US	
	Préparation de notes d'information avant les grandes réunions appuyée	Document d'information préparé pour la 41e réunion du Comité permanent de la Convention de Ramsar et utilisé par le représentant océanien pendant les délibérations. Document d'information présentant les positions et recommandations proposées de la région préparé en vue des négociations de la COP10 de la CDB. Ce document a permis d'orienter les contributions du Pacifique au processus de négociation.		
	Appui logistique et technique fourni lors des grandes réunions.	Appui logistique et technique fourni au représentant régional à la 41e réunion du Comité permanent de la Convention de Ramsar, y compris les réunions informelles quotidiennes de préparation aux séances plénières.		
1.1.1.2 Initiatives de développement des capacités menées, et assistance technique et actions de sensibilisation conduites pour promouvoir le respect par les pays et territoires insulaires	 Initiatives de développement des capacités conçues et menées à bien pour permettre aux pays insulaires océaniens de s'acquitter de leurs obligations. 	Le projet ACP sur les AME (UE) a financé la réunion préparatoire des Parties insulaires océaniennes à la COP10. Cette réunion comprenait une formation en négociation pour renforcer les compétences et les capacités des pays insulaires océaniens. La formation a été bien accueillie par les 40 participants qui ont eu l'occasion de l'appliquer pendant la COP10.		
océaniens des accords internationaux et régionaux sur les écosystèmes.	Conseils techniques fournis pour permettre aux pays insulaires océaniens de s'acquitter de leurs obligations.	Appui technique fourni aux Îles Marshall en vue de la préparation du dossier visant la nomination de l'Atoll de Namdrik en tant que deuxième zone humide d'importance internationale. PROE représenté avec le Samoa au comité directeur du		
		Projet international de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE). Appui technique fourni pendant les ateliers d'élaboration et de lancement du projet de l'UICN sur les écosystèmes de mangroves pour l'adaptation au changement climatique et		
		les moyens d'existence (MESCAL). Assistance fournie en vue de la planification et de l'organisation de l'atelier régional sur les 4es rapports nationaux à la CDB avec la participation de 10 pays insulaires océaniens.		
		Assistance fournie aux pays insulaires océaniens en vue de la réalisation et de la soumission de leurs 4 ^{es} Rapports nationaux à la CDB Consultation technique menée avec Vanuatu, les îles		
		Salomon, Nioué et Nauru au sujet de la ratification de la Convention de Ramsar. • ANCR réalisée pour la PNG dans le cadre des obligations découlant de la CDB		

Sous	s-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisions budgétaires \$ US		
concernant l	iridique fournie 'élaboration et la vre de lois sur les ;	Assistance juridique fournie en vue de la ratification des accords internationaux et régionaux par les pays insulaires océaniens	Assistance fournie à Nioué en vue de la ratification de la Convention de Ramsar, y compris la préparation d'une note d'information du gouvernement, d'activités de sensibilisation et de réunions avec les autres organismes concernés. Les aspects juridiques de la ratification seront abordés ultérieurement.			
		Assistance juridique fournie pour aider les pays insulaires océaniens à élaborer des lois propices au respect des obligations internationales et régionales	 Atelier régional de la CITES visant à formuler des avis de commerce non préjudiciable pour les espèces marines organisé avec la participation de 10 pays et territoires insulaires océaniens. 			
		Centre d'échange sur les accords internationaux et les lois nationales en place et appuyé	Page web de ressources et de documents juridiques du PEIN régulièrement mise à jour. Centre d'échanges mis en place pour la CITES. Centre d'échanges mis en place pour la CMS.			
techniques ro mobilisées po l'élaboration	techniques recensées et mobilisées pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives de gestion	Ressources financières et techniques recensées pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales propices à la conservation	Accord de partenariat concernant l'Initiative océanienne sur les mangroves signé avec le bureau océanien de l'UICN. Mémorandum d'accord élaboré avec la NOAA et l'agence française sur les AMP concernant les aires marines gérées et la planification des grandes aires marines, ainsi qu'avec WWF et la CPS afin d'améliorer la collaboration dans ces domaines.			
ues ecosyste	ines	Propositions élaborées et soumises pour permettre l'accès aux ressources financières et techniques aux échelons régional ou multinational	Assemblée générale de l'ICRI organisée avec succès à Apia grâce au concours financier du Fonds Pacifique. Programme sur l'élaboration et la mise en place de réseaux nationaux sur les échouages de mammifères marins dans les îles du Pacifique financé par US-NFMS. Cadre Paysages océaniques du Pacifique en cours d'élaboration en vue d'un financement dans le cadre de FEM-5. Projet océanien d'évaluation de la biodiversité et du changement climatique entamé grâce à un financement de			
		Assistance fournie pour élaborer des propositions nationales permettant d'accéder aux ressources financières et techniques à l'échelon national	I'ICCAI Soumission d'une proposition au Fonds Ramsar de petites subventions par un pays insulaire océanien. Assemblée générale de l'ICRI organisée avec succès à Apia grâce au concours financier du Fonds Pacifique. Programme sur l'élaboration et la mise en place de réseaux nationaux sur les échouages de mammifères marins dans les îles du Pacifique financé par US-NFMS. Cadre Paysages océaniques du Pacifique en cours d'élaboration en vue d'un financement dans le cadre de FEM-5.			

		Trogramme T 20001012112011	
Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisions budgétaires \$ US
1.1.1.5 Mise en œuvre de plans et stratégies régionaux de gestion des écosystèmes appuyée	Initiatives de gestion des écosystèmes recensées dans le Plan Pacifique élaborées, promues et dûment consignées	Formation à la gestion écosystémique dans les PEID dispensée à des représentants de 10 pays et territoires insulaires océaniens. Gestion écosystémique examinée, meilleures pratiques de gestion documentées, scénarios de gestion écosystémique évalués et rapports associés préparés en PNG en collaboration avec le PNUE. Cadre Paysages océaniques du Pacifique élaboré. Projet océanien d'évaluation de la biodiversité et du changement climatique entamé grâce à un financement de	
	Assistance technique fournie aux pays et territoires insulaires océaniens en vue d'appliquer les principes de la Stratégie d'action pour la conservation de la nature	Fircal Services de secrétariat et d'assistance technique fournis aux groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature. Assistance technique fournie à Tuvalu en vue de la formulation de son PANSB, avec des recommandations sur l'intégration des principes de la Stratégie d'action dans le PANSB.	
	Participation et appui à la Table ronde pour la conservation de la nature et aux groupes de travail associés	 Groupe de travail CTI réuni dans le cadre de la Table ronde océanienne pour la conservation de la nature (PIRT) et questions prioritaires recensées. Groupe de travail du secteur marin réuni dans le cadre de la PIRT et Cadre Paysages océaniques du Pacifique élaboré. Soutien technique et logistique fourni à la 13^e PIRT accueillie et partiellement financée par le PROE. PIRT organisée à Apia avec plus de 70 participants, représentant des ONG, des organisations du CORP, des partenaires de développement et des services gouvernementaux. 	
		Le PROE a joué un rôle moteur dans la coordination du Groupe de travail du secteur marin, du Groupe de travail sur les espèces envahissantes et du Groupe de travail sur les aires protégées récemment réactivé, et a mené des discussions informelles sur la COP10.	
	 Mise en œuvre du Cadre d'action stratégique intégré de la Politique régionale de la mer pour les îles du Pacifique (PIROP-ISA) appuyée 	Cadre Paysages océaniques du Pacifique élaboré en tant que structure d'appui de la PIROP-ISA.	
	Mise en œuvre des initiatives et activités de collaboration des groupes de travail du CORP appuyée	Trois réunions du Groupe de travail du secteur marin organisées en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre du Cadre Paysages océaniques du Pacifique.	

	Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisio	ns budgétaiı \$ US	res
Résulta	t 1.1.2 – Gestion intégrée d	des écosystèmes au niveau régional élaborée et coor	rdonnée			
1.1.2.1	Écosystèmes terrestres et marins critiques recensés	Analyse et inventaire régionaux des écosystèmes réalisés en collaboration avec les autres	Analyses des zones clés pour la biodiversité réalisées pour les Fidji et le Samoa et projet sur ces zones élaboré pour Kiribati.		Dépenses prévues	Dépenses effectives
	pour la planification du développement durable aux niveaux régional et national	organisations et partenaires du CORP • Appui fourni en vue de l'identification des priorités en matière de biodiversité et de zones	Projet océanien d'évaluation de la biodiversité et du changement climatique entamé grâce à un financement de l'ICCAI	Frais de personnel Frais de fonctionnement	113 872 343 781	122 444 251 569
	invedux regional et national	écologiquement sensibles		Frais d'investis- sement	0	0
1.1.2.2	Initiatives régionales thématiques sur les	Exécution du volet de l'Initiative pour la protection et la gestion durable des récifs	Boîte à outils SLOPIC mise au point pour aider les communautés à évaluer de nouveaux modes de subsistance.	Sous-total	457 653	374 013
	écosystèmes appuyées	coralliens dans le Pacifique Sud relevant du PROE	 Étude réalisée en vue de l'élaboration d'un modèle de gouvernance aux Îles Salomon pour appuyer la gestion communautaire. Plan d'activité élaboré pour le réseau d'AMP à Moorea, en Polynésie française. Évaluation rapide de l'environnement de l'archipel Chesterfield (Nouvelle-Calédonie) réalisée et rapport et documentaire devant être achevés début 2011. Principaux résultats du CRISP diffusés. Autres résultats du CRISP devant être atteints et diffusés en 2011. 	Les dépenses associe 1.1.1 doivent être ex		
		Appui fourni pour promouvoir et encourager la participation des pays et territoires insulaires océaniens aux initiatives sur les écosystèmes tels que le Réseau mondial de surveillance des récifs coralliens (GCRMN) et le Réseau des aires marines sous gestion locale (LMMA)	 Participation à la rédaction du rapport océanien pour le GCRMN. Enseignements tirés du suivi en Océanie, y compris du réseau LMMA. 			
		Soutien aux activités de l'Initiative internationale sur les récifs coralliens (ICRI)	Assemblée générale de l'ICRI organisée au Samoa, avec le soutien technique, administratif et financier du PROE. Participation à l'assemblée générale de l'ICRI à Monaco et problèmes et préoccupations des pays et territoires insulaires océaniens évoqués			
1.1.2.3	Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées organisée et coordonnée	Conférence sur la conservation de la nature et les aires protégées organisée tous les cinq ans	Poursuite des discussions et du soutien fourni au groupe de direction et au secrétariat de la Table ronde. Site et dates de la Conférence sur la conservation de la nature non fixés en raison des nombreuses réunions internationales et régionales prévues pour 2012.			
1.1.2.4	Valeur des services écosystémiques évaluée	Évaluation de la valeur des services écosystémiques appuyée	Évaluation économique des pratiques de pêche destructrices réalisée à Kiribati et conclusions devant être communiquées en 2011.			
		Évaluations coordonnées entre les différentes parties prenantes régionales (CORP, ONG et OIG)	Aucune activité pour cet indicateur en 2010.			

Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisio	ns budgétai \$ US	res
Résultat 1.1.3 – Élaboration et :	mise en œuvre de politiques, programmes e	t actions pour gérer les écosystèmes au niveau nation	nal appuyées		
1.1.3.1 Élaboration et mise en œuvre des plans d'action stratégique	Appui fourni en vue de l'élaboration et de la révision des PANSB	PANSB de la PNG examiné dans le cadre de l'ANCR requise au titre de la CDB.		Dépenses prévues	Dépense effectives
nationaux sur la diversité		Appui technique fourni à Tuvalu en vue de la réalisation de	Frais de personnel	136 817	122 067
biologique appuyées (PANSB)		son PANSB Suite à l'approbation par la COP10 du Plan stratégique de la	Frais de fonctionnement	73 594	173 564
		CDB et des cibles pour 2020, les PANSB des pays insulaires océaniens seront examinés en 2011.	Frais d'investis- sement	0	0
	Assistance technique fournie pour contribuer à la mise en œuvre des PANSB	PANSB de la PNG examiné dans le cadre de l'ANCR requise au titre de la CDB.	Sous-total	210 411	295 631
	Réunions régionales des groupes de travail sur les PANSB organisées tous les ans et réunissant tous les Membres Au moins une étude de cas sur la gouvernance	Liste de diffusion réactivée pour partager les PANSB et les informations connexes avec les coordinateurs et agents de liaison. Une réunion régionale sur les PANSB est prévue pour 2011 pour examiner le processus de mise en jour et préparer une feuille de route pour la mise en œuvre des PANSB et des principaux résultats de la COP10. Modèle de gouvernance élaboré pour les Îles Salomon afin d'appuyer la gestion communautaire.	de au budget t		
	réalisée dans chaque pays et territoire insulaire océanien	Poursuite de la mise en œuvre du projet financé par la Fondation MacArthur et intitulé « Amélioration de la résilience des écosystèmes côtiers et marins aux impacts du changement climatique grâce au renforcement de la gouvernance côtière et des mesures de conservation ». Ce projet couvre les secteurs de la foresterie, des pêches et de l'environnement qui œuvrent ensemble à l'amélioration de la résistance des côtes.			

Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisions budgétaires \$ US
1.1.3.2 Développement des capacités nationales en gestion des écosystèmes appuyé	Besoins de développement des capacités nationales en gestion des écosystèmes recensés Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre	 ANCR réalisée pour la PNG dans le cadre des obligations découlant de la CDB. ANCR réalisée pour la PNG dans le cadre des obligations découlant de la CDB. Atelier d'évaluation du Plan d'action régional pour les zones humides organisé et nouveau plans 2011 – 2013 formulé pour les îles du Pacifique avec la participation de 13 pays insulaires océaniens. Formation sur le suivi des mangroves dispensée à 15 	\$
		représentants des îles océaniennes, désormais capables d'appliquer de simples techniques de suivi dans leurs pays respectifs. • Discussions initiales concernant une éventuelle deuxième phase du projet GEF-PAS sur la biodiversité insulaire avec un financement de FEM-5 menées avec Tuvalu, les îles Cook et les Tonga lors de la formulation du projet. Les pays examineront plus avant cette possibilité lors de la formulation des dossiers nationaux pour FEM-5 en 2011. • Projet océanien d'évaluation de la biodiversité et du changement climatique entamé grâce à un financement de l'ICCAI	
1.1.3.3 Mobilisation des ressources financières et techniques nécessaires pour mener à bien les initiatives nationales de gestion des écosystèmes appuyée	Ressources financières et techniques recensées pour contribuer à la gestion des écosystèmes et aux efforts de conservation dans les pays et territoires insulaires océaniens.	 Formation sur le suivi des mangroves dispensée avec succès aux îles océaniennes grâce au concours financier de l'Australie et de Taiwan. Atelier d'évaluation du Plan d'action régional pour les zones humides organisé avec le soutien financier du Fonds Pacifique, de l'Australie, des États-Unis, de la France et de la Norvège. Financement fourni pour l'assemblée générale de l'ICRI. Financement fourni par le Fonds Pacifique. Formulaire d'identification de projet en cours de préparation pour le Cadre Paysages océaniques du Pacifique en vue de sa soumission à FEM-5. 	
	Appui fourni en vue de la préparation de demandes de ressources financières et techniques au niveau national	Soutien à la participation d'un représentant d'un pays insulaire océanien à la phase II du Cours PROE-USP-ICPL sur la conservation communautaire.	

Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisio	ns budgétai \$ US	res
Résultat 1.1.4 – Capacités en mati	ère d'éducation et de communication renforcées po	ur appuyer la gestion des écosystèmes			
1.1.4.1 Capacité de communication appuyée en matière de gestion	Besoins de développement des capacités nationales et régionales de communication en	Questionnaire sur la communication, l'éducation et la sensibilisation du public (CESP) concernant les zones		Dépenses prévues	Dépenses effectives
des écosystèmes	gestion des écosystèmes recensés	humides envoyé ; réponses de six pays insulaires océaniens	Frais de personnel	19 794	19 463
		utilisées en vue d'une formation CESP pour les pays et territoires insulaires océaniens en 2011.	Frais de fonctionnement	19 734	18 448
1.1.4.2 Élaboration et mise en œuvre de stratégies de communication	 Appui fourni à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de communication visant la 	Programme « Pacific Voyage » exécuté avec succès à la COP10 de la CDB à Nagoya, pour attirer l'attention sur les	Frais d'investis- sement	0	0
visant l'amélioration de la gestion des écosystèmes	promotion de manifestations et de processus internationaux et régionaux sur les écosystèmes	îles océaniennes	Sous-total	39 528	37 911
appuyées	Appui fourni à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de communication pour permettre aux pays insulaires océaniens de s'acquitter de leurs obligations découlant des accords internationaux et régionaux sur les écosystèmes ations sur les écosystèmes et accès à ces information	Activités de célébration de la Journée mondiale des zones humides menées dans les cinq pays insulaires océaniens ayant ratifié la Ramsar et promues dans les 16 pays non signataires ; rapports sur les activités nationales reçus de quatre pays et disponibles sur le site web de la Ramsar. Célébration de la Journée mondiale des zones humides organisée avec l'assistance technique du PROE. Stratégie de communication de l'Année océanienne du dugong (2011) approuvée par la 21e Conférence du PROE.			
1.1.5.1 Accès aux données et à	Inventaire des ensembles de données des SIG sur	Ressources sur les SIG et informations contextuelles		Dépenses	Dépenses
l'analyse des systèmes	les écosystèmes côtiers et marins dressé et	recueillies pour les îles Cook, la Polynésie française, le Samoa, Kiribati, les Fidji et des ensembles de données régionaux. Plus de 35 Go de données vectorielles et matricielles recueillies. Données SIG recueillies et actualisées. Bases de données mises à jour pour tenir compte des nouveaux ensembles de données. Données fournies sur demande aux pays et		prévues	effectives
d'information géographique (SIG) pour appuyer la gestion	actualisé. • Processus de mise à jour des données des SIG		Frais de personnel	106 887	113 759
des écosystèmes côtiers et marins développé ou obtenu et	élaborés et données tenues à jour		Frais de fonctionnement	107 210	66 273
amélioré			Frais d'investis- sement	5 000	0
	,	territoires insulaires océaniens.	Sous-total	219 097	180 032
		 Analyse des zones clés pour la biodiversité réalisée aux Fidji et au Samoa et entamée à Kiribati. Formation sur les SIG dispensée aux gestionnaires de mangroves dans 10 pays et territoires insulaires océaniens. 	Les fonds attendus ((45 000 \$) ne se son		
1.1.5.2 Données existantes mises à jour et autres données environnementales, sociales et économiques et savoirs traditionnels intégrés pour appuyer la gestion des écosystèmes et la prise de décision	Base de données ReefBase et base sur les aires protégées du Pacifique tenues à jour	Base de données du Forum d'information sur la biodiversité dans le Pacifique (PBIF) et de ReefBase sur les aires protégées du Pacifique actualisée. Plan élaboré pour partager les données sur les espèces et les noms locaux des espèces critiques pour tous les pays insulaires océaniens avec les PANSB au Centre mondial d'information sur la diversité biologique (GBIF).			

Sous-rés	sultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisions budgétaires \$ US
.1.5.3 Études de cas sur l écosystèmes réalis conclusions diffuse	sées et	Étude de cas intégrée sur les écosystèmes réalisée	Gestion écosystémique examinée, meilleures pratiques de gestion documentées, scénarios de gestion écosystémique évalués et rapports associés préparés en PNG en collaboration avec le PNUE. Programme de suivi des écosystèmes marins de la baie de Fagaloa mené à terme – proposition d'augmenter la capacité du barrage hydroélectrique d'Afulilo évaluée en tenant compte des effets sur les ressources marines de la baie de Fagaloa (Samoa). Rapport du PROE sur l'avenir de la biodiversité marine publié en partenariat avec la CPS et la FFA pour contribuer à l'évaluation du PNUE sur les mers régionales.	
1.1.5.4 Informations sur la écosystèmes recer diffusées	-	Informations sur la gestion des écosystèmes dans le Pacifique réunies ou obtenues	 Informations sur la gestion des écosystèmes dans le Pacifique diffusées sous format numérique à la réunion sur la gestion écosystémique dans les PEID qui s'est tenue aux Îles Cook. Document sur les enseignements de la GIZC en Océanie, et plus particulièrement en PNG, produit pour le PNUE. Rapport sur l'avenir de la biodiversité marine publié. 	
1.1.5.5 Suivi et évaluation sur les écosystème		Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de processus de suivi et d'évaluation dans le cadre des plans de gestion des écosystèmes	Gestion écosystémique examinée, meilleures pratiques de gestion documentées, scénarios de gestion écosystémique évalués et rapports associés préparés en PNG en collaboration avec le PNUE. Résultats de l'évaluation du suivi biologique des aires marines gérées diffusés lors de la dernière réunion du CRISP, suggérant une méthodologie de suivi spécifique aux pays et territoires insulaires océaniens y compris la gestion du manque de données.	
		Appui fourni en matière de cartographie pour les publications, les exposés et la recherche.	Cartes produites pour les publications, rapports et supports de sensibilisation du PROE, y compris sur l'état de conservation des cétacés par pays ou territoire, la migration régionale des tortues, la région des Paysages océaniques et la zone dénucléarisée des îles du Pacifique. Cartes et affiches préparées pour les AMP du Samoa.	

Volet: 1.2 – Conservation et gestion des espèces

Objectif: Promouvoir et encourager la conservation et la gestion des espèces

Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010		s budgétair \$ US	es
Résultat 1.2.1 – Gestion et mise	e en œuvre des stratégies et accords internat	ionaux et régionaux portant sur les espèces appuyée	5		
1.2.1.1 Soutien à la participation des pays et territoires insulaires	Consultations préparatoires menées avant les grandes réunions pour aborder la portée des	Atelier régional de la CITES visant à formuler des avis de commerce non préjudiciable pour les espèces marines		Dépenses prévues	Dépenses effectives
océaniens aux réunions et	points de l'ordre du jour	organisé avec la participation de 10 pays et territoires	Frais de personnel	74 139	77 766
manifestations sur les espèces	Positions régionales définies avant les grandes conférences et communiquées lors des	insulaires océaniens. • Appui technique fourni à la réunion préparatoire destinée au	Frais de fonctionnement	28 655	120 159
	manifestations associées Pacifique sur l'a recommandatio	Pacifique sur l'accès et le partage des avantages, et recommandations formulées sur les positions proposées du Pacifique pour la COP10.	Frais d'investissement	0	0
	grandes réunions appuyée	Tachique pour la cor 10.	Sous-total	102 794	197 925
	Appui logistique et technique fourni lors des grandes réunions.	 Participation coordonnée et financements obtenus pour que les États de l'aire de répartition du dugong participent à l'atelier des îles du Pacifique sur les dugongs (Brisbane). Atelier régional de la CITES visant à formuler des avis de commerce non préjudiciable pour les espèces marines organisé avec la participation de 10 pays et territoires insulaires océaniens. 	Des fonds supplémentaires ont é PNUE pour financer des activités au budget		
1.2.1.2 Initiatives de développement des capacités menées, et assistance technique et actions de sensibilisation conduites	Initiatives de développement des capacités conçues et menées à bien pour permettre aux pays insulaires océaniens de s'acquitter de leurs obligations.	Atelier sur l'enquête par questionnaire sur les dugongs organisé à Brisbane avec la participation de tous les États de l'aire de répartition du dugong membres du PROE, en collaboration avec la CMS.			
•	Conseils techniques fournis pour permettre aux pays insulaires océaniens de s'acquitter de leurs obligations au titre des accords internationaux sur les espèces.	Assistance technique fournie aux États de l'aire de répartition du dugong membres du PROE en vue des enquêtes nationales par questionnaire sur les dugongs.			

	1 Togramme 1 - ECOSTSTEMES INSOLATRES		
Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisions budgétaires \$ US
	Sensibilisation aux intérêts des pays insulaires océaniens menée auprès des organes internationaux et régionaux	 Assistance technique fournie au Secrétariat de la CDB en vue de la tenue, en avril 2011, de l'atelier sur les quatrièmes rapports nationaux avec la participation de 10 pays insulaires océaniens. Réunion des îles du Pacifique organisée pour contribuer à l'élaboration du plan de rétablissement des baleines à bosse en Océanie, en collaboration avec le Groupe de recherche pour les cétacés du Pacifique Sud. Assistance technique fournie aux Tonga sur la proposition de signature du mémorandum d'entente pour la conservation des cétacés et de leurs habitats dans la région des îles du Pacifique élaboré sous les auspices de la CMS et en association avec le PROE. 	
.2.1.3 Assistance juridique fournie pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'une	Assistance juridique fournie en vue de la ratification des accords internationaux et régionaux par les pays insulaires océaniens	Examen de la législation sur la conservation et la protection des tortues réalisé pour les Îles Salomon, le Samoa et Kiribati.	
législation sur les espèces	Assistance juridique fournie pour aider les pays insulaires océaniens à élaborer des lois propices au respect des obligations internationales et régionales	Aucune demande reçue.	
	Centre d'échange sur les accords internationaux et les lois nationales en place et appuyé	 Informations sur le centre d'échange de la CMS actualisées. Centre d'échanges mis en place pour la CITES. Page web de ressources et de documents juridiques du PEIN mise à jour. 	
.2.1.4 Ressources financières et techniques recensées et mobilisées pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives sur les espèces	Ressources financières et techniques recensées pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales	 Proposition élaborée et soumise au PNUE et à la CMS concernant les enquêtes nationales de répartition des dugongs dans les États concernés et une évaluation de la législation sur les tortues marines en Océanie. Proposition élaborée et soumise au Fonds d'action pour la conservation du milieu marin (MCAF) de l'Aquarium de New England pour le suivi de la nidification des tortues vertes aux Fidji. Collaboration avec le Service national des pêches maritimes (NMFS) des États-Unis en vue de l'élaboration d'une proposition sur des réseaux concernant l'échouage de cétacés dans le Pacifique (Fidji, Tonga et Vanuatu). Proposition élaborée sur l'adaptation des tortues marines au changement climatique et financement obtenu auprès de l'ICCAI. 	
	Assistance fournie pour élaborer des propositions nationales permettant d'accéder aux ressources financières et techniques à l'échelon national	Aucune demande reçue.	

Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisions budgétaires \$ US
1.2.1.5 Mise en œuvre de plans et stratégies régionaux sur les espèces appuyée	Assistance technique fournie aux pays et territoires insulaires océaniens en vue de la mise en œuvre du Programme-cadre sur les espèces marines Assistance technique fournie aux pays et territoires insulaires océaniens en vue de la mise en œuvre du Programme-cadre sur les espèces marines	 Mise en place de réseaux communautaires de suivi des tortues marines aux Fidji en association avec WWF SPPO (financé dans le cadre de CEPF). Réseau communautaire de suivi des tortues marines en place dans 10 communautés avec 25 responsables du suivi dans la zone du Great Sea Reef sur Vanua Levu. Quatorze d'entre eux ont été nommés en tant que gardes-pêche nationaux dans leurs zones respectives. Formation sous-régionale sur le marquage satellitaire des tortues marines dispensée aux Fidji (grâce au concours financier du MCAF), avec des participants des Fidji, de Kiribati, de Tuvalu, des Tonga et de Vanuatu. Appui technique apporté aux États de l'aire de répartition du dugong membres du PROE (Îles Salomon, Nouvelle-Calédonie, Palaos, PNG, Vanuatu) en vue des enquêtes sur leur répartition nationale et leurs interactions avec les pêcheries (financées par le PNUE et la CMS). Rapports d'enquête devant être terminés en 2011. Appui technique et financier fourni en vue du marquage satellitaire des tortues aux Fidji (6 tortues), à Tuvalu (1 tortue), aux Tonga (aucune tortue prise) et à Kiribati (aucune tortue prise). Étude de suivi de la nidification des tortues vertes réalisée aux îles Ringgold (Fidji) en collaboration avec le Département des pêches des Fidji. Des nids ont été localisés sur les quatre îles, les plus élevés (40 nids) se trouvant sur l'île de Veitaua. Deux tortues vertes ont également été observées en train de nidifier dans un intervalle de temps très court à Veitaua. Ces tortues ont été utilisées pour le marquage satellitaire. Les migrations de ces tortues après la nidification ont été indiquées sur le site web du PROE. Assistance financière fournie aux fins de formation et de la réalisation de l'inventaire des baleines à bosse aux Fidji en collaboration avec l'USP, le WDSC et WWF SPPO. Participation à la campagne « Ocean Voices » organisée par le Groupe de recherche pour les cétacés du Pacifique Sud. Cette campagne a permis de diffuser les le	

Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisions budgétaires \$ US	
1.2.1.6 Élaboration et mise en œuvre d'accords régionaux liés aux cadres ou conventions internationaux appuyées	Partenariats élaborés et renforcés avec les organes gérant les conventions et cadres internationaux sur les espèces Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'accords régionaux liés à des accords internationaux	 Appui technique fourni pour documenter une étude de cas sur les cétacés en Océanie dans le cadre de l'Année internationale de la diversité biologique. Ce rapport est disponible auprès du PROE. Appui technique fourni au plan de rétablissement de la population de baleines à bosse en Océanie. Campagne et supports préparés en vue de l'Année océanienne du dugong (2011). 2 925 bagues et 16 applicateurs distribués aux pays et territoires suivants : EFM, Fidji, Îles Mariannes du Nord, Kiribati, Nouvelle-Calédonie, Palaos, Polynésie française, Tuvalu et Vanuatu. 1 500 affiches promouvant la recherche de bagues conçues et traduites en pidgin pour la PNG et les Îles Salomon, en bislama pour Vanuatu et en français et anglais. Plus de 500 distribuées aux pays et territoires suivants : EFM, Fidji, Guam, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nouvelle-Calédonie, Palaos, PNG, Polynésie française, Samoa américaines, Tokélaou, Tonga, Tuvalu et Vanuatu. Collaboration avec la CMS en vue de la conservation des dugongs et des tortues marines dans le Pacifique, y compris la réalisation d'une enquête par questionnaire sur les dugongs, l'étude de la législation sur les tortues marines et l'élaboration de propositions en vue de la mise en œuvre des plans d'action régionaux sur les espèces marines. Présentation d'une mise à jour de l'étude sur la répartition des dugongs lors de la réunion des signataires du mémorandum d'entente de la CMS sur les dugongs organisée à Abou Dhabi. Signature de ce mémorandum d'entente par les Palaos et Vanuatu (derniers États de l'aire de répartition membres du PROE à le faire) à l'occasion de cette réunion. Atelier régional de la CITES visant à formuler des avis de commerce non préjudiciable pour les espèces marines organisé avec la participation de 10 pays et territoires insulaires océaniens. Appui fourni à l'élaboration du plan régional de rétablissement des baleines à bosse.		

Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010		ns budgétaii \$ US	res	
Résultat 1.2.2 - Conservation e	t gestion des espèces au niveau régional mis	es en œuvre et coordonnées		+ + + + + + + + + + + + + + + + + + + 		
1.2.2.1 Programme-cadre et Plans d'actions sur les espèces marines des îles du Pacifique	Réunions biennales sur le Programme-cadre sur les espèces marines organisées	L'examen à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme- cadre sur les espèces marines n'a pu avoir lieu faute de crédits. L'examen pour les 5 années à venir est prévu pour		Dépenses prévues	Dépenses effectives	
élaborés et mise en œuvre		début 2012.	Frais de personnel	18 295	18 044	
appuyée	Ressources identifiées et obtenues pour organiser les réunions et faciliter la participation des pays et	Consultant employé pour préparer une proposition visant à l'obtention de ressources en vue de l'examen du	Frais de fonctionnement	44 555	30 976	
	territoires insulaires océaniens	Programme-cadre sur les espèces marines pour les 5 années à venir devant être réalisé début 2012.	Frais d'investissement	0	0	
		Financement obtenu en vue de l'atelier océanien sur les dugongs.		62 850	49 020	
	Ajout d'espèces au Programme-cadre sur les espèces marines convenu et soumis à l'approbation de la Conférence du PROE	L'inclusion dans le Programme-cadre de nouvelles espèces marines préoccupantes du point de vue de la conservation sera abordée lors de l'examen des plans d'action régionaux actuels au début de 2012.	Les fonds attendus du Fo (40 000 \$) ne se sont pas matér			
1.2.2.2 Protection et restauration des espèces menacées et des espèces d'importance écologique, culturelle et	Assistance technique fournie aux pays et territoires insulaires océaniens en vue d'appliquer les principes de la Stratégie d'action pour la conservation de la nature liés aux espèces	Groupe de travail de la Table ronde sur les espèces.				
économique appuyées	Assistance technique fournie en vue de l'évaluation des espèces pour la Liste rouge de l'UICN	Analyse des zones clés pour la biodiversité réalisée pour les Fidji, le Samoa et Kiribati à l'aide de la Liste rouge de l'UICN pour l'Océanie.				
		Subvention du Fonds Pacifique reçue pour financer les travaux sur la Liste rouge de l'UICN dans le Pacifique.				
Résultat 1.2.3 - Élaboration et a	mise en œuvre de politiques, programmes et	actions pour préserver les espèces au niveau nation	al appuyées			
1.2.3.1 Développement des capacités nationales sur la conservation	Besoins de développement des capacités nationales en gestion des espèces recensés	ANCR réalisée pour la PNG dans le cadre des obligations découlant de la CDB.		Dépenses prévues	Dépenses effectives	
et la gestion des espèces appuyée	Initiatives abordant les besoins de	Formation à Vanuatu de trois représentants communautaires	Frais de personnel	76 649	75 426	
	développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre	des Fidji sur le suivi de la nidification des tortues marines (dans le cadre du projet financé par le CEPF).	Frais de fonctionnement	55 957	133 745	
		Formation sous-régionale sur le marquage satellitaire des tortues marines dispensée à 14 participants des Fidji, de	Frais d'investissement	0	0	
		Kiribati, de Tuvalu, des Tonga et de Vanuatu. • Financement fourni pour la formation de 20 bénévoles	Sous-total	132 606	209 171	
		participant au projet de création d'un ensemble de données en vue du suivi à long terme de la migration des baleines à bosse à travers les eaux fidjiennes, en collaboration avec les Pêcheries fidjiennes, le Société de conservation des baleines et des dauphins, WWF SPPO et l'USP. • Suivi communautaire des tortues financé dans le village de Karkum (PNG).	supplémentaires de diverses sources pour activités et services non prévus au budget.			

Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisions budgétai \$ US	res
2.3.2 Mobilisation des ressources financières et techniques nécessaires pour mener à bien les initiatives nationales de conservation et de gestion des espèces appuyée	 Ressources financières et techniques recensées pour contribuer à la gestion et à la conservation des écosystèmes dans les pays et territoires insulaires océaniens Appui fourni en vue de la préparation de demandes de ressources financières et techniques au niveau national 	 Réalisation d'une enquête sur les dugongs dans cinq États océaniens de l'aire de répartition (financée par le PNUE et la CMS). Crédits fournis pour couvrir partiellement les coûts du marquage satellitaire des tortues caouannes à Yadua (Fidji) en collaboration avec la NOAA, WWF SPPO, le Département des pêches et le National Trust des Fidji. Trois tortues caouannes ont été équipées de bagues satellitaires et leurs migrations ont été indiquées sur le site web du PROE. Étude de suivi de la nidification des tortues vertes réalisée aux îles Ringgold (Fidji) en collaboration avec le Département des pêches des Fidji. Un grand nombre de nids (plus de 40) ont été localisés sur l'île de Veitaua. Cette île est dorénavant classée comme île de référence sur la nidification des tortues vertes pour le suivi à long terme. Crédits fournis en vue de la recherche de tortues nidificatrices aux Tonga en vue de leur marquage satellitaire, en collaboration avec le ministère de l'Environnement et du Changement climatique et le Département des pêches des Tonga. Crédits fournis au Samoa en vue de l'élaboration d'un plan d'action sur les tortues marines destiné à la pêche commerciale, devant être terminé en 2011. Crédits fournis en vue de la recherche de tortues nidificatrices pour le marquage satellitaire à Kiribati. Crédits fournis en vue de la réalisation de l'étude sur les baleines à bosse aux Fidji. Les autres activités ayant bénéficié d'une assistance sont abordées à la section 1.2.1.5 ci-dessus. Évaluation rapide de l'environnement de l'archipel Chesterfield (Nouvelle-Calédonie) réalisée et rapport et documentaire devant être achevés début 2011. 		

Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010		s budgétair \$ US	es
Résultat 1.2.4 - Prévention et ge	estion des espèces envahissantes appuyées				
1.2.4.1 Développement de la sensibilisation, des capacités et	Initiative de sensibilisation aux espèces envahissantes élaborée et mise en œuvre	Dossiers océaniens d'information sur les espèces envahissantes et la sécurité alimentaire et le changement		Dépenses prévues	Dépenses effectives
de la législation appuyé en	appuyée	climatique et les espèces envahissantes produits et diffusés.	Frais de personnel	224 637	240 924
matière de gestion des espèces envahissantes		Projet de Stratégie de communication océanienne sur les espèces envahissantes élaboré et devant être achevé en 2011.	Frais de fonctionnement	386 760	185 001
		Programme scolaire et programme de sensibilisation des communautés sur les espèces envahissantes et la	Frais d'investissement	3 000	0
b	biodiversité menés sur l'île de Kiritimati (Kiribati) avec le	Sous-total	614 397	425 925	
		 concours financier du CEPF. Assistance technique aux activités de sensibilisation incluses dans le descriptif de projet GEF-PAS sur les espèces envahissantes pour les Îles Cook, Nioué, les Palaos, le Samoa, les Tonga et Vanuatu. Participation au Réseau pédagogique océanien sur les espèces envahissantes et au Conseil régional micronésien sur les espèces envahissantes incluse dans le descriptif de projet GEF-PAS sur les espèces envahissantes pour les EFM, les Îles Marshall, Kiribati et les Palaos. Proposition d'élaboration du Conseil régional micronésien sur les espèces envahissantes incluse dans le descriptif de projet GEF-PAS sur les espèces envahissantes. Connaissances de plus de 30 participants sur les espèces envahissantes améliorées grâce à un exposé du PROE à la 25° l'Assemblée générale de l'Initiative internationale pour les récifs coralliens. Site web du PILN régulièrement mis à jour et fournissant aux 15 équipes du réseau et au grand public un lieu de partage et de téléchargement d'informations sur les espèces envahissantes. 12 numéros de PILN Soundbites (bulletin d'information) publiés et présentant au reste du réseau (plus de 400 abonnés) les expériences réussies (éradication des mangoustes), lecons apprises et défis rencontrés par les 15 	Dépenses moins éle décaissement partie TNC. Les dépenses 1.2.4 et 2.2.4 conjointement.	l des fonds de associées au	l'OMI et de ux résultats

		-	
Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisions budgétaires \$ US
	Besoins de développement des capacités des pays et territoires insulaires océaniens en matière de gestion des espèces envahissantes recensés et abordés	Besoins de gestion des espèces envahissantes recensés aux Îles Mariannes du Nord et discussions entamées avec les principales parties prenantes pour y répondre. Proposition de nomination des coordinateurs nationaux sur les espèces envahissantes aux Palaos, en PNG et au Samoa incluse dans le descriptif de projet GEF-PAS sur les espèces envahissantes. Analyse des capacités requises et des besoins de formation incluse dans le descriptif de projet GEF-PAS sur les espèces envahissantes pour Kiribati, Nioué, la PNG et le Samoa. Construction de nouvelles installations de biosécurité et mise en place de procédures améliorées incluses dans le descriptif de projet GEF-PAS sur les espèces envahissantes pour Nioué et Kiribati.	
	Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une législation visant à gérer les espèces envahissantes.	 Conseils techniques et stratégiques fournis à Kiribati en vue de l'étude de sa législation nationale concernant la gestion des espèces envahissantes. Étude de la législation et des procédures et élaboration d'une nouvelle législation sur la biosécurité incluses dans le descriptif de projet GEF-PAS sur les espèces envahissantes pour Nioué, la PNG, les Tonga et Vanuatu. Les Îles Cook, Kiribati, Nioué, les Palaos, la PNG, les Tonga et Vanuatu ont proposé de rédiger ou de réviser leurs stratégies ou plans d'action nationaux dans le cadre du descriptif de projet GEF-PAS sur les espèces envahissantes. Assistance technique à Kiribati, à Nioué et aux Tonga incluse dans le descriptif de projet GEF-PAS sur les espèces envahissantes pour recenser les objectifs prioritaires de gestion des espèces envahissantes et élaborer et mettre en œuvre des plans de gestion. 	
1.2.4.2 Collecte de données, analyse et recherche appuyées pour améliorer la gestion des espèces envahissantes par les pays et territoires insulaires océaniens.	Acquisition de données régionales sur les espèces envahissantes appuyée et données mises à la disposition des pays et territoires insulaires océaniens et des autres partenaires.	Inventaire de la flore de l'île de Kiritimati (Kiribati) commencé et devant inclure les espèces introduites et envahissantes. Ce travail se poursuivra en 2011. Compilation d'une base de données et d'une bibliographie sur les espèces envahissantes à Nioué incluse dans le descriptif de projet GEF-PAS sur les espèces envahissantes. Inventaire des espèces envahissantes à Kiribati, à Nioué, au Samoa, aux Tonga et à Vanuatu inclus dans le descriptif de projet GEF-PAS sur les espèces envahissantes.	
	Élaboration de modèles analytiques d'évaluation des risques et hiérarchisation des activités de gestion par ordre de priorité appuyées.	Mise en place ou amélioration de l'évaluation des risques incluses dans le descriptif de projet GEF-PAS sur les espèces envahissantes pour les Îles Cook et Nioué.	

Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisions budgétaires \$ US	
	Recherche améliorant la gestion des espèces prioritaires appuyée.	 Réalisation au Samoa d'essais en vue de la mise au point de techniques de lutte contre 5 espèces d'arbres envahissants avec une recommandation d'utiliser du glyphosphate (herbicide) en raison de sa disponibilité, de son coût et de son faible impact sur l'environnement comparé aux autres herbicides. Recherche sur la lutte contre la fourmi folle jaune entamée dans les îles Aleipata (Samoa). Test des hôtes des agents de lutte biologique pour le tulipier africain inclus dans le descriptif de projet GEF-PAS sur les espèces envahissantes. 		
.2.4.3 Élaboration et mise en œuvre d'activités de lutte contre les espèces envahissantes et de restauration de la biodiversité appuyées	Élaboration de processus pour éviter la propagation d'espèces envahissantes appuyée	 Plan de biosécurité élaboré pour les îles Apeipata (Samoa). Plan de biosécurité entamé pour les îles de la Ligne (Samoa). Amélioration de la lutte contre les ravageurs dans les transports maritimes et les ports incluse dans le descriptif de projet GEF-PAS sur les espèces envahissantes pour les îles Cook et Kiribati. Mise en place ou amélioration des plans de détection précoce et d'intervention rapide incluses dans le descriptif de projet GEF-PAS sur les espèces envahissantes pour les îles Cook, Kiribati la PNG et le Samoa. 		
	Conseils techniques fournis pour renforcer la gestion des espèces envahissantes établies	Gestion de 16 espèces envahissantes prioritaires aux Îles Cook, à Kiribati, à Nioué et au Samoa incluse dans le descriptif de projet GEF-PAS sur les espèces envahissantes. Poursuite de l'assistance technique en vue du suivi postérieur à l'éradication des rats sur les îles Aleipata (Samoa). Éradication d'une espèce de mangouste introduite dans le district d'Aleipata (Samoa). Propositions visant l'éradication des populations de 7 espèces envahissantes aux îles Cook, aux Îles Marshall, en PNG et à Vanuatu incluses dans le descriptif de projet GEF-PAS sur les espèces envahissantes. Programmes de lutte biologique contre 3 espèces envahissantes aux îles Cook, aux EFM et aux Palaos inclus dans le descriptif de projet GEF-PAS sur les espèces envahissantes. Programme d'isolement/exclusion de 2 espèces envahissantes aux îles Marshall et à Vanuatu inclus dans le		

		-	
Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	
Sous-résultats 1.2.4.4 Approche régionale de la gestion des espèces envahissantes élaborée et mise en œuvre appuyée	Conseils techniques fournis pour renforcer la restauration des écosystèmes suite à l'éradication d'espèces envahissantes Projets régionaux sur les espèces envahissantes identifiés et élaborés et mise en œuvre appuyée Services régionaux sur les espèces envahissantes appuyés, notamment le Réseau pédagogique océanien sur les espèces envahissantes (PILN),	 Poursuite du suivi de la restauration des écosystèmes forestiers sur les îles Aleipata (Samoa). Régénération des forêts dans deux réserves du Samoa incluse dans le descriptif de projet GEF-PAS sur les espèces envahissantes. Descriptif de projet GEF-PAS sur les espèces envahissantes préparé, approuvé par le PNUE et soumis au Secrétariat du FEM. Ateliers de lancement du projet GEF-PAS sur les espèces envahissantes organisés au Samoa et à Vanuatu. Appui technique fourni lors de l'élaboration des propositions de projets pour un cours de lutte contre les plantes adventices, en partenariat avec l'Initiative océanienne sur les espèces envahissantes et le Service forestier des ÉU., et les mainates, en partenariat avec Durrell Wildlife Conservation, PII et NZ Landcare Research. Directives relatives à la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique publiées en français. Transition de deux partenariats externes (Réseau 	Prévisions budgétaires \$ US
	appuyés, notamment le Réseau pédagogique	Directives relatives à la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique publiées en français. Transition de deux partenariats externes (Réseau pédagogique sur les espèces envahissantes et Partenariat océanien sur les espèces envahissantes) intégrée avec succès dans les activités de base du PROE. Mise en place de 15 équipes du PILN dans 13 pays et territoires insulaires océaniens 26 organisations membres du PIP, dont la PII et la CPS. Réunion annuelle du PIP organisée en juillet dans le cadre de la Table ronde, réaffirmant la charte de partenariat et élaborant le plan de travail annuel 2010-2011. Conseils techniques et stratégiques sur les espèces envahissantes fournis dans le cadre de la préparation des	
		membres océaniens de la CDB en vue de la 10 ^e Conférence des Parties : élaboration du dossier océanien sur les espèces allogènes envahissantes et rédaction de l'intervention océanienne.	

	Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010		s budgétair \$ US	es
Résult	at 1.2.5 – Capacité d'édu	cation et de communication renforcées pour	appuyer la conservation et la gestion des espèces			
1.2.5.1	Capacités de communication en matière de conservation et	Besoins de développement des capacités nationales et régionales de communication en	Problèmes de communication et de sensibilisation recensés lors de la réunion de la Table ronde océanienne sur la		Dépenses prévues	Dépenses effectives
	de gestion des espèces	matière de conservation et de gestion des	conservation de la nature et création d'un groupe de travail	Frais de personnel	12 014	12 445
	renforcées	espèces recensés Initiatives abordant les besoins de	devant examiner les communications du PROE et des partenaires. Accent porté en 2010 sur la mise en œuvre des	Frais de fonctionnement	2 310	2 454
		développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre	activités de la stratégie de l'Année océanienne de la diversité biologique en fournissant l'assistance nécessaire aux activités nationales.	Frais d'investissement	0	0
1.2.5.2	Élaboration et mise en œuvre	Appui fourni à l'élaboration et à la mise en œuvre	Élaboration de la stratégie de communication et de la	Sous-total	14 324	14 899
	communication visant l'amélioration de la conservation et la gestion des espèces appuyées	promotion de manifestations et de processus internationaux et régionaux sur les espèces • Appui fourni à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de communication pour permettre aux pays insulaires océaniens de s'acquitter de leurs obligations découlant des accords internationaux et régionaux sur les espèces	dugong.			
Résult	at 1.2.6 - Collecte d'info	rmations sur les espèces et accès à ces infor	mations facilités			
	Informations sur la conservation et la gestion des	Informations sur la conservation et la gestion des espèces dans le Pacifique réunies ou obtenues	Profil de Kiribati sur les tortues marines élaboré (document disponible auprès du PROE).		Dépenses prévues	Dépenses effectives
	espèces recensées et diffusées	especes dans le racinque reunies ou obtenues	Données mises à jour dans TREDS pour les pays et territoires	Frais de personnel	60 923	60 609
			suivants (marquage satellitaire uniquement) : Îles Cook, Îles Mariannes du Nord, Îles Salomon, PNG, Polynésie française,	Frais de fonctionnement	14 778	19 306
			Samoa, Samoa américaines, Tuvalu et Vanuatu. • Données mises à jour sur les bagues récupérées en Australie,	Frais 500 d'investissement 76 201	500	0
			 aux EFM, aux Îles Salomon, en PNG et à Vanuatu. Fiches d'information sur les dugongs et les herbes marines élaborées. 		76 201	79 915
		Informations sur la conservation et la gestion des espèces diffusées aux parties prenantes dans un format approprié	Poursuite de la gestion de quatre réseaux océaniens : dugongs, tortues marines, cétacés et requins. Bibliothèques virtuelles du PEIN mises à jour avec des données sur les espèces.			

Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisions budgétaires \$ US
1.2.6.2 Capacité à recueillir des informations sur la conservation des espèces renforcée	Besoins de développement des capacités en matière de collecte de données sur la conservation des espèces recensés et abordés.	Formation à TREDS dispensée aux Fidji à neuf agents du ministère fidjien des Pêches, du Département de l'environnement de Tuvalu, du ministère de l'Environnement, des Terres et du Développement économique de Kiribati, du ministère de l'Environnement et du Changement climatique des Tonga, du Programme pour le Pacifique sud de WWF, de l'Université du Pacifique Sud, de la Société Mamanuca pour l'environnement et de Wan Smolbag (Vanuatu). Formation à TREDS dispensée aux Îles Salomon à neuf agents du ministère de l'Environnement, de la Conservation et de la Météorologie, du ministère des Pêches et des Ressources marines, de The Nature Conservancy (TNC), et de la Fondation internationale des peuples du Pacifique Sud (FSPI). Formation à TREDS dispensée à deux agents du ministère fidjien des Pêches et de WWF SPPO.	
	Appui fourni en vue du stockage et de la mise à jour des données sur la conservation des espèces.	 Appui technique fourni au ministère de l'Environnement de Kiribati, au ministère des Pêches des Fidji et à WWF SPPO sur l'installation de TREDS, les erreurs de connexion et les erreurs mineures des fonctions TREDS. Suivi continu de la fonctionnalité de TREDS et rapports fournis à l'administrateur de base de données du PROE; erreurs mineures corrigées et erreurs majeures déclarées au WPRFMC en vue de leur correction début décembre 2010 	
1.2.6.3 Suivi et évaluation des projets sur les espèces appuyés	Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de processus de suivi et d'évaluation dans le cadre des plans de gestion et de conservation des espèces	 Profil sur les tortues marines, comprenant une évaluation du suivi, réalisé pour Kiribati. Suivi préliminaire de la nidification des tortues réalisé aux îles Ringgold (Fidji). Suivi de la migration des tortues marines (zones de nidification et d'alimentation) en cours par marquage satellitaire et marquage des nageoires. 	

Volet: 1.3 – Communautés, institutions, éducation et gestion des connaissances

Objectif: Donner aux communautés et institutions des pays et territoires insulaires océaniens la capacité, l'éducation et les connaissances nécessaires pour planifier et gérer leur développement écologiquement durable

Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisio	ons budgétai \$ US	ires
		Projet de la CE sur le renforcement des capacités en vue de la mise en œuvre des AME coordonné; activités prévues pour la 2e année menées à bien et rapports trimestriels et financiers produits dans les délais prescrits. Spécialiste de l'environnement, Responsable du Centre d'information et de documentation, Conseiller en éducation et communication sociale, Adjoint du chargé de l'information et des publications, Conseiller en matière de prévention de la pollution et de gestion des déchets et Spécialiste des déchets solides informés de la planification, de la mise en œuvre et du suivi des activités de renforcement des capacités visant l'exécution des AME, notamment des activités nationales de formation en négociation, la gestion et l'utilisation de l'information, la sensibilisation et la collecte de données sur la gestion des déchets.		Dépenses prévues 161 329 80 731 6 138 248 198 es crédits due de paseiller en dév	Dépenses effectives 144 361 68 498 0 212 859 à la vacance
		Formation en négociation dispensée aux EFM, aux îles Marshall et aux îles Salomon ; formation sur la gestion et l'utilisation de l'information dispensée aux Tonga et à Vanuatu ; formation en EIE dispensée aux EFM, aux îles Marshall, à Nauru et à Nioué et formation aux évaluations intégrées de l'environnement dispensée à Kiribati. Formation en négociation dispensée à l'échelle régionale à 14 pays ACP membres avant la COP10 de la CDB.			
1.3.1.2 Capacités de gestion de projets appuyées aux niveaux individuel et institutionnel 1.3.1.3 Programmes de détachements de volontaires, de détachements entre pays et de stages élaborés et mise en œuvre appuyée	 Élaboration et mise en œuvre de plans stratégiques et de stratégies de développement des ressources humaines des services de l'environnement appuyées. Activités de développement des capacités en gestion de projets recensées, mises en œuvre et appuyées Réseaux de gestion de projets appuyés au niveau national Programmes de détachements de volontaires, de détachements entre pays et de stages élaborés et ressources financières recensées et obtenues 	Aucune activité en raison de la vacance du poste – nouveau Conseiller en développement des capacités recruté en octobre 2010.			

Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisio	ns budgéta \$ US	ires
 Conseils fournis en vue de l'inclusion des questions d'environnement et de développement durable dans les programmes scolaires 	 Colloque sur l'EDD dans les universités régionales coordonné en partenariat avec l'Université du Pacifique Sud. Participation de représentants de l'Université de PNG, de l'Université du Samoa et de l'USP. Les universités ont décidé d'élaborer des plans d'action pour intégrer l'EDD dans leurs programmes en accordant une large place au patrimoine environnemental et culturel. Supports de sensibilisation et d'éducation du PROE fournis et 	Frais de personnel Frais de fonctionnement Frais d'investis- sement	Dépenses prévues 111 019 177 156 15 528	Dépenses effectives 133 423 38 900 3 454
 Conseils fournis sur l'élaboration de matériels éducatifs destinés à être inclus dans les programmes scolaires. Appui fourni en vue de l'inclusion des principes de l'éducation au développement durable (EDD) dans les programmes nationaux Conseils fournis pour l'inclusion des questions d'environnement et de développement durable dans les activités d'éducation informelle Appui fourni en vue de l'élaboration et de la diffusion de matériels éducatifs sur les principes 	du Samoa sur le changement climatique et la conservation du milieu marin. Mission à l'île de Kiritimati (Kiribati) prévue en 2011 pour élaborer des programmes scolaires d'éducation à l'environnement. Cette activité fait fond sur le programme sur les espèces envahissantes mené sur l'île par le CEPF. Cadres conceptuels préparés en vue du financement des activités de renforcement des capacités en éducation à l'environnement et au développement durable en 2011. Assistance technique et stratégique fournie aux ministères de l'Environnement de Kiribati et des Fidji pour développer la communication et l'éducation à l'environnement et au développement durable au niveau national – stratégies de communication et plans d'action produits. Réseau d'apprentissage du PROE (de 100 membres) utilisé pour disséminer des matériels pédagogiques sur l'EDD et l'enseignement informel : guide des médias de l'UNESCO et matériels sur le changement climatique de la CCNUCC. Élaboration et mise en œuvre d'un programme d'initiation pour l'équipe de la société de voyage samoane va'a sur les thématiques environnementales dans la région et établissement d'un partenariat pour que l'équipe recueille des informations sur l'idée que se font les gens de la biodiversité. Les données brutes seront compilées en 2011.	financement par	divers dona	teurs d'une
	munication propices aux changements de Conseils fournis en vue de l'inclusion des questions d'environnement et de développement durable dans les programmes scolaires Conseils fournis sur l'élaboration de matériels éducatifs destinés à être inclus dans les programmes scolaires. Appui fourni en vue de l'inclusion des principes de l'éducation au développement durable (EDD) dans les programmes nationaux Conseils fournis pour l'inclusion des questions d'environnement et de développement durable dans les activités d'éducation informelle	munication propices aux changements de comportements appuyées Conseils fournis en vue de l'inclusion des questions d'environnement et de développement durable dans les programmes scolaires Conseils fournis en vue de l'elaboration de matériels édurable dans les programmes scolaires Conseils fournis sur l'élaboration de matériels éducatifs destinés à être inclus dans les programmes scolaires. Conseils fournis en vue de l'inclusion des principes de l'éducation au développement durable (EDD) dans les programmes nationaux Appui fourni en vue de l'inclusion des questions d'environnement et de développement durable dans les activités d'éducation informelle Assistance technique et stratégique fournie aux ministères de l'Environnement et au développement durable en 2011. Assistance technique et stratégique fournie aux ministères de l'Environnement et l'éducation à l'environnement et au développement durable et acommunication et plans d'action produits. Réseau d'apprentissage du PROE (de 100 membres) utilisé pour disséminer des matériels sur le changement climatique de la CCNUCC. Élaboration et mise en œuvre d'un programme d'initiation pour l'équipe de la société de voyage samoane vo'a sur les thématiques environnementales dans la région et établissement d'un partenariat pour que l'équipe recueille des information et une vue de l'équipe recueille des information et vuers sur lors de que se font les gens de la biodiversité. Les données brutes seront compilées en 2011. Appui fourni en vue de l'élaboration et de la diffusion de matériels éducatifs sur les principes Appui fourni en vue de l'élaboration et de la diffusion de matériels éducatifs sur les principes	**Conseils fournis en vue de l'inclusion de questions d'environnement et de développement durable dans les programmes scolaires **Conseils fournis sur l'élaboration de matériels éducatifs destinés à être inclus dans les programmes scolaires **Conseils fournis sur l'élaboration de matériels d'exposés d'agents du PROE organisés dans trois écoles primaires du Samoa et de l'USP. Les universités du PROE organisés dans trois écoles primaires du Samoa les de l'USP. Les universités ont décidé d'élaborer des plans d'action pour intégrer l'EDD dans leurs programmes en accordant une large place au patrimoine environnement et culturel. **Supports de sensibilisation et d'éducation du PROE fournis et exposés d'agents du PROE organisés dans trois écoles primaires du Samoa sur le le hangement climatique et la conservation du millieu marin. **Conseils fournis sur l'élaboration de matériels éducatifs destinés à être inclus dans les programmes scolaires. **Appui fourni en vue de l'inclusion des principes de l'éducation au développement durable (EDD) dans les programmes nationaux **Conseils fournis pour l'inclusion des questions d'environnement et de développement durable dans les activités d'éducation informelle **Assistance technique et stratégique fournie aux ministères de l'Environnement et au développement durable communication et l'éducation à l'environnement et au développement durable au niveau national – stratégies de communication et l'éducation à l'environnement et au développement durable au niveau national – stratégies de communication et l'éducation à l'environnement et au développement durable au niveau national – stratégies de communication et l'éducation à l'environnement et au développement durable et l'Environnement et au développement durable et l'Environnement et au nuite et l'experience et l'Environnement et au nuite et l'experience et l'experie	munication propices aux changements de comportements appuyées Conseils fournis en vue de l'inclusion des questions d'environnement et de développement durable dans les programmes scolaires **Colloque sur l'EDD dans les universités du Pacifique Sud, Participation de représentants de l'Université du Pacifique Sud, Participation de participation de représentants de l'Auton du Pacifique Sud, Participation de participat

Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisions budgétaires \$ US
1.3.2.3 Initiatives de communication élaborées et mises en œuvre	Initiatives de sensibilisation aux questions d'environnement et de développement durable dans les programmes scolaires dans des cadres non formels élaborées et mises en œuvre Appui fourni pour développer les capacités d'éducation et de communication dans les pays et territoires insulaires océaniens	 Exposition « Pacific Voyage » présentée à Nagoya pour illustrer les initiatives communautaires utilisant l'éducation à l'environnement et au développement durable pour améliorer les pratiques de conservation (avec un documentaire de la Wildlife Conservation Society sur DVD et des affiches de WWF). Étude de cas sur les baleines à bosse réalisée et brochure imprimée pour illustrer une démarche de conservation des espèces dans le Pacifique (notamment dans le cadre de la campagne « Pacific Voyage » à la COP10 de la CDB à Nagoya). Liste des principales journées internationales de l'environnement et observations mises à la disposition des Membres. Participation d'agents du PROE au nettoyage du sentier du Mt Vaea, à la plantation d'arbres et à d'autres initiatives communautaires au Samoa. Matériels pédagogiques fournis à la demande aux Fidji, à Kiribati, au Samoa et aux Tonga. Le guide pratique sur les mangroves et la brochure éducative sur les déchets ont été les plus demandés. Préparation de la stratégie de communication sur le changement climatique entamée pour orienter les activités dans ce domaine. Poursuite de cette activité en 2011. 	
1.3.2.4 Campagnes régionales de sensibilisation appuyées	Campagnes régionales élaborées et approuvées par le PROE	 Élaboration et lancement de la stratégie de la campagne de l'Année du dugong (2011). Cadre océanien de mise en œuvre de l'Année internationale de la diversité biologique (2010) produit et diffusé aux Membres. Financement obtenu et partenariats établis avec les membres de la Table ronde pour la conservation de la nature pour la mise en œuvre du cadre océanien de l'Année internationale de la diversité biologique. Les activités comprenaient l'appui au lancement des campagnes nationales, la production des matériels promotionnels (autocollants, cartes postales, teeshirts et sacs à provisions réutilisables), l'élaboration de fiches d'information et une page web. Logo océanien sur la biodiversité conçu, produit et dévoilé lors du lancement des activités au siège du PROE. 	

Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisio	ons budgéta \$ US	ires
	 Appui fourni en vue de la mise en œuvre des activités de la campagne Appui fourni pour suivre, évaluer et rendre compte de la mise en œuvre de la campagne 	 Stagiaire recruté pour l'Année océanienne de la diversité biologique Matériels (fiches d'information, cartes postales, autocollants, sacs et tee-shirts) produits et utilisés aux fins de communication et de sensibilisation. Concept du « Pacific Voyage » utilisé pour présenter la position du Pacifique dans le cadre d'une exposition et d'une manifestation parallèle à la COP10 de la CDB à Nagoya. Soutien fourni aux Fidji, aux Îles Salomon et au Samoa en vue de la planification et de l'exécution des activités nationales dans le cadre de l'Année de la diversité biologique. Soutien financier et technique fourni au Samoa en vue de la conception d'une campagne promouvant l'utilisation de sacs réutilisables. Participation à un concours d'art graphique, à des exposés dans les écoles sur les déchets et la biodiversité et à la conception, à la production et au lancement des sacs. Travail effectué par un bénévole du JICA. Les activités de suivi, dont une évaluation, seront menées en 2011. Modèles de rapports nationaux élaborés pour faciliter le suivi des activités pendant la campagne de l'Année de la diversité biologique en 2010. Ces modèles ont été utilisés dans le cadre d'une initiative du PROE visant la préparation de profils pour tous les Membres. Rapports nationaux préparés sur des activités spécifiques. Cette activité devrait s'achever en mars 2011 – une plaquette en couleur sera produite pour illustrer les principaux aspect de l'Année de la biodiversité. 		\$	
	rassemblées et diffusées et accès aux inforr	== :	T	Dénaman	Dímanasa
1.3.3.1 Informations importantes sur l'environnement recensées et	Informations importantes sur l'environnement recensées et diffusées aux parties prenantes dans	Actualités du PEIN sur l'environnement distribuées tous les mois à un réseau de plus de 350 partenaires et		Dépenses prévues	Dépenses effectives
diffusées	Produits d'information et ressources répondant aux besoins d'information des parties prenantes élaborés, diffusés et actualisés dans des formats appropriés	 institutions. Documents papiers et numériques diffusés à des bibliothèques sélectionnées de tous les pays et territoires insulaires océaniens. Bibliothèque virtuelle du PEIN maintenue à jour et complétée grâce à l'ajout de pages Facebook et Twitter du PEIN [http://www.facebook.com/pages/Pacific-Environment-Information-Network-PEIN/101762106535767] et à la mise en place d'un centre d'échange et d'une base de données sur les accords multilatéraux sur l'environnement. [http://www.sprep.org/publication/MEA/MEA.asp] 	Frais de personnel	63 164	59 874
			Frais de fonctionnement	37 810	(8 877)
			Frais d'investis- sement	0	0
			Sous-total	100 974	50 997
			Dépenses moins du report des e l'année précéden	engagements [']	,

		<u> </u>			
Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisio	ns budgétai \$ US	res
1.3.3.2 Développement des Centres d'information et de documentation (CID) des pays	Besoins de développement des capacités en gestion de l'information recensés dans les pays et territoires insulaires océaniens	Besoins de développement des capacités en gestion de l'information recensés dans les pays et territoires dans le cadre des ateliers nationaux aux Tonga et à Vanuatu.			
et territoires insulaires océaniens appuyé	Initiatives de développement des capacités organisées	Ateliers nationaux organisés aux Îles Cook, aux Fidji, aux Tonga et à Vanuatu pour promouvoir la maîtrise de l'information et le renforcement des capacités de gestion de l'information.			
	Assistance fournie pour identifier des sources de financement visant le développement de l'infrastructure d'appui à la gestion de l'information	Le renforcement des capacités en gestion de l'information dans les pays et territoires insulaires océaniens a été recensé comme un des principaux volets du projet du PNUE sur les AME et un financement a été obtenu en vue d'assurer un soutien continu entre 2009 et 2012.			
	Conseils et appui techniques fournis pour développer l'infrastructure institutionnelle d'appui à la gestion de l'information	Matériel/logiciels informatiques installés/mis à jour et conseils et appui techniques fournis aux Fidji, aux Îles Cook, au Samoa, aux Tonga et à Vanuatu.			
1.3.3.3 Centre d'information et de documentation (CID) du PROE régulièrement mis à jour et	Matériels d'information sur l'environnement régulièrement recensés, acquis et catalogués dans la bibliothèque du PROE	859 nouveaux matériels d'information ajoutés au catalogue de la bibliothèque du PROE			
services d'information fournis	Ajouts à la bibliothèque du PROE communiqués et disponibles aux parties prenantes	Bulletin « What's New » de la bibliothèque du PROE diffusé tous les 15 jours au personnel du PROE et aux partenaires régionaux grâce à la liste de distribution du PEIN			
	Site web du CID du PROE régulièrement actualisé	Site web du CID et base de données de la bibliothèque mis à jour toutes les semaines (min.)			
	Services de référence et de recherche fournis	Réponse des bibliothécaires du PROE aux demandes d'aide de recherche émanant du personnel, des Membres et des partenaires régionaux du PROE donnée tous les jours dans un délai de 24 heures (min.)			
				Dépenses prévues	Dépenses effectives
	TOTAL PROGRAMME	1	Frais de personnel	1 347 059	1 324 319
	= = == = = = = = = = = = = = = = = = =		Frais de fonctionnement	1 480 967	1 417 226
			Frais d'investissement	30 566	3 598
			TOTAL	2 858 592	2 745 143

AVENIRS OCÉANIENS 2.

Objectif: Pays et territoires insulaires océaniens à même de s'organiser et de faire face aux menaces et pressions sur les systèmes océaniques et insulaires

Les principales activités de 2010 correspondent aux quatre domaines d'intervention suivants:

- 1. Changement climatique
- Pollution et gestion des déchets
- Gouvernance environnementale
- Soutien à l'accès aux ressources du FEM.

Le programme Avenirs océaniens a recruté cinq agents : un conseiller en prévention de la pollution et gestion des déchets, qui dirige le sous-programme sur la pollution et la gestion des déchets ; un spécialiste de l'atténuation du changement climatique pour le PIGGAREP, un agent de soutien et un stagiaire en communication pour le PACC et un spécialiste de l'adaptation au changement climatique. Ces arrivées ont été accompagnées du départ du responsable du PIGGAREP et du conseiller en développement durable.

Le programme Avenirs océaniens s'est efforcé en 2010 d'oeuvrer dans les pays et a rempli la majorité des engagements définis dans le programme de travail de 2010, tels que décrits dans le présent rapport.

Les faits marquants de l'année ont été les suivants :

Changement climatique

- Appui fourni aux Îles Marshall en vue de l'élaboration de la Politique sur le changement climatique et du Plan d'action national conjoint d'adaptation au changement climatique et de gestion des risques de catastrophes en collaboration avec le gouvernement des Îles Marshall, la SOPAC, le PASAP et le PACC.
- Participation à l'élaboration du Plan d'action national conjoint des Tonga en collaboration avec le gouvernement et la SOPAC

- Réalisation de l'examen à mi-parcours du PIFACC
- Réalisation de l'examen des services météorologiques régionaux et approbation des résultats
- Organisation d'une formation régionale dans le cadre du projet FPPICS PROE-IMF sur le renforcement des capacités des services météorologiques publics et les systèmes de gestion de la qualité
- Suivi éolien à Mitiaro, aux Îles Cook, à Lapaha, aux Tonga et à Nauru
- Installation des équipements de suivi éolien à Mauke (Îles Cook)
- Suivi hydraulique des eaux de ruissellement à Upolu
- Achèvement du projet hydroélectrique de Buca (Fidji)
- Réunion de lancement de l'Association océanienne des industries de l'énergie durable
- Études de faisabilité des projets hydroélectriques de Huro et Rualae (Îles Salomon)
- Cadre d'action du programme de sécurité énergétique CPS
- Évaluation des biocarburants à Port Orly Vanuatu PIGGAREP
- Conférence sur le changement climatique à Tarawa (Kiribati)
- Formation en négociation des pays insulaires océaniens en vue de la COP16 de la CCNUCC - pays insulaires océaniens, PROE et AusAID
- Directive sur l'évaluation socioéconomique PACC
- Formation SEA-PACC aux EFM, aux Îles Marshall et aux Palaos PACC
- Création du groupe de travail du CORP sur le changement climatique

Pollution et gestion des déchets

- Signature d'un nouveau projet quinquennal de coopération technique avec le Japon pour la promotion de l'Initiative régionale sur la gestion des déchets (J-PRISM).
- Nouvel accord de financement signé avec l'Agence française de développement (AFD) en vue de la mise en œuvre d'un projet de 1 million d'euros sur le

- renforcement des capacités techniques en gestion des déchets, l'amélioration de la gestion des huiles usagées et la fourniture d'assistance aux projets nationaux.
- Assistance technique et financière fournie pour élaborer ou réviser les stratégies et plans d'action nationaux sur la gestion des déchets à Nioué (mars), à Vanuatu (mars), aux Tokélaou (avril), à Nauru (octobre) et aux Fidji (novembre) dans le cadre de processus consultatifs avec plusieurs organismes et parties concernées. Quatre stratégies ont été produites en vue de leur approbation par leurs pays respectifs.
- Formation dispensée aux Îles Salomon sur la gestion des déchets solides et à Nioué sur les audits de prévention des déchets et les études des temps et des mouvements.
- Partenariat avec le JICA en vue de l'élaboration de directives de gestion des décharges semi-aérobie (Fukuoka) pour la région.
- Soutien et conseils techniques fournis sur divers aspects de la gestion des déchets : audits de prévention des déchets et sélection des sites d'enfouissement à Tuvalu ; gestion des services de collecte des déchets et des décharges à Nioué et Kiribati; permis de contrôle de la pollution à Kiribati; recyclage des déchets et gestion des déchets d'activités de soins à Kiribati et Tuvalu; minimisation des déchets aux Tokélaou, y compris l'engagement d'une entreprise samoane de recyclage pour enlever la ferraille; minimisation des déchets grâce à une campagne promouvant l'utilisation de sacs réutilisables au Samoa ; et recouvrement des coûts de collecte des déchets à Vanuatu (campagne Pay as You Throw).
- Compilation et diffusion aux pays et territoires insulaires océaniens de listes semestrielles sur les possibilités de financement.
- Obtention de 20 000 dollars É.-U. pour financer une campagne régionale de gestion des déchets et de lutte contre la pollution devant être menée en 2012.
- Création et diffusion d'un bulletin semestriel sur la gestion des déchets qui rend compte des activités menées dans le cadre de la Stratégie régionale océanienne de gestion des déchets solides 2010-2015.

Gouvernance environnementale

- Évaluations de Maurice +5 coordonnées par le Partenariat d'appui régional océanien en faveur des SNDD par le biais du groupe de travail du CORP sur le développement durable, coprésidé par le PROE.
- Formation régionale et atelier de planification sur les évaluations environnementales intégrées, et les outils d'analyse et de communication associés. et la révision et la diffusion des rapports sur l'état de l'environnement (SEO) ainsi que l'élaboration des Perspectives du Pacifique sur le changement climatique et l'environnement (PECCO).
- Formation sur les EIE à Kiribati
- Organisation d'une formation sur le nouveau système de suivi de la CLD Système d'examen des résultats et d'évaluation de la mise en œuvre (PRAIS) en tant que centre régional sur les AME et sur la CLD.

Appui fourni aux pays et territoires insulaires océaniens concernant l'accès aux ressources du FEM:

- Assistance technique et formation sur FEM-5 et l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable (GEF-PAS) à Nauru, à Kiribati, à Tuvalu, aux Îles Salomon et aux Fidji.
- Seize projets GEF-PAS nationaux et plurinationaux mis en œuvre

Analyse financière comparative :

Budget total	Dépenses effectives	Part des dépenses	
5 206 473 \$	4 239 154 \$	81 %	

Volet: 2.1 – Changement climatique

Objectif: Améliorer la compréhension des pays et territoires insulaires océaniens à l'égard des questions liées au changement climatique, à la variabilité du climat et à l'élévation du niveau de la mer et renforcer leurs capacités dans ces domaines

	Sous-résultats	Indicateurs		Réalisations de 2010	Prévisio	ns budgéta \$ US	ires
Résult	at 2.1.1 - Gestion et mise	e en œuvre des stratégies et accords internation	naux et	régionaux portant sur le changement climati	que appuyées		
2.1.1.1	2.1.1.1 Soutien à la participation des pays et territoires insulaires	• Consultations preparatoires menees availt les		soutien et des conseils ont été fournis lors des sultations préparatoires qui se sont tenues avant six		Dépenses prévues	Dépenses effectives
	océaniens aux réunions et	grandes réunions pour aborder la portée des points de l'ordre du jour	réur	nions de la CCNUCC, y compris dans le contexte des	Frais de personnel	102 141	73 305
	manifestations sur les espèces	pomio de l'ordi e da jour	préc	nions de l'AOSIS, pour aider la région à exprimer ses occupations en vue de leur inclusion dans la position	Frais de fonctionnement	398 324	225 004
		Positions et stratégies régionales permettant de	• Des	sensuelle de l'AOSIS. communications régulières ont été maintenues avec les	Frais d'investis- sement	1 600	1 964
		réaliser les priorités régionales définies avant les grandes réunions et exprimées pendant celles-ci.		respondants des pays insulaires océaniens sur le ngement climatique et avec la direction de l'AOSIS pour	Sous-total	502 064	300 273
	contribuer à l'élaboration de positions de négociation soumissions à la CCNUCC dans le cadre des réunions susmentionnées, pour tirer parti des occasions de promouvoir les préoccupations régionales et informer pays insulaires océaniens. • Préparation de notes d'information avant les grandes réunions appuyée. • Une séance d'information a été organisée à l'intention participants à la COP de Cancún pour placer les position égociation dans un contexte océanien et pour donner exemples spécifiques illustrant l'importance de certain questions pour les pays insulaires océaniens. • Une séance spéciale de haut niveau a également été préparée à l'intention des chefs de délégation. Cette se	missions à la CCNUCC dans le cadre des réunions mentionnées, pour tirer parti des occasions de mouvoir les préoccupations régionales et informer les	300 000 \$ attendus ne se sont pas m supplémentaires (97	us du gouverno matérialisés. (97 213 \$) ont	ées que prévu car les u gouvernement suisse térialisés. Des crédits 213 \$) ont été obtenus e l'ICCAI pour financer		
		ticipants à la COP de Cancún pour placer les positions de ociation dans un contexte océanien et pour donner des imples spécifiques illustrant l'importance de certaines estions pour les pays insulaires océaniens. Eséance spéciale de haut niveau a également été parée à l'intention des chefs de délégation. Cette séance a aidés à exprimer clairement les problèmes complexes conférence de presse et lors des discussions de haut	d'autres activités.	our jiiuneer			
		Appui logistique et technique fourni lors des grandes réunions.	Un a pend com océa insu de p thér de la Les p	eau et à les placer dans le contexte océanien. appui logistique et technique a été fourni avant et dant les sessions de toutes les réunions de la CCNUCC, y apris dans le cadre des réunions des pays insulaires aniens. Ceci a permis de veiller à ce que les pays ilaires océaniens soient représentés lors des conférences presse de l'AOSIS et inclus dans les groupes de travail matiques et puissent présenter des candidats aux postes a CCNUCC. pays en ayant fait la demande ont reçu une aide pour parer leurs déclarations.			

			110grumme 2 111 Ettino o deli ittelito 2010		
Sous-	résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisions budgétaires \$ US	
des capac assistance actions de conduites respect p territoires des accor	s de développement cités menées, et e technique et e sensibilisation s pour promouvoir le ar les pays et s insulaires océaniens ds internationaux et x sur le changement e	Initiatives de développement des capacités conçues et menées à bien pour permettre aux pays insulaires océaniens de s'acquitter de leurs obligations.	 Un stage de formation en négociation a été organisé à Apia avant la COP16 de Cancún, pour informer les pays insulaires océaniens des faits nouveaux et améliorer leurs capacités de négociation. Ces capacités ont également été renforcées pendant les réunions de la CCNUCC grâce à l'encadrement de divers délégués, à la préparation de déclarations et à la fourniture de conseils en matière d'élocution qui ont permis aux délégués de s'exprimer avec une plus grande assurance. Une assistance a été fournie au Samoa et d'autres pays insulaires océaniens qui en ont fait la demande en vue de l'élaboration de leurs communications nationales. Bien que terminée, la communication nationale du Samoa n'a pas pu être présentée officiellement en 2010 du fait des retards accumulés par la CCNUCC. Les pays insulaires océaniens ayant demandé des conseils sont généralement bien avancés dans leur préparation. 		
		 Conseils techniques fournis pour permettre aux pays insulaires océaniens de s'acquitter de leurs obligations. Intérêts des pays insulaires océaniens promus auprès des organes internationaux et régionaux. 	Un soutien régulier a été fourni par voie électronique, par le biais de missions dans les pays et d'échanges pendant les réunions régionales et internationales. Manifestations parallèles organisées et exposés présentés pendant la CCNUCC et les autres réunions pour attirer l'attention sur les préoccupations du Pacifique en matière de changement climatique. La manifestation parallèle organisée avec la CPS, l'USP, les Îles Cook, les Îles Salomon et le Samoa a attiré de nombreux participants. DVD de films océaniens sur le changement climatique produit et diffusé, comprenant les 6 films financés par le PROE ainsi que 4 autres films. Ce DVD a eu beaucoup de succès auprès des donateurs et des ONG. L'équipe médiatique océanienne était présente à la COP16		
pour app la mise er	e juridique fournie uyer l'élaboration et n œuvre d'une	Assistance juridique fournie en vue de la ratification des accords internationaux et régionaux par les pays insulaires océaniens.	de Cancún et a contribué à sensibiliser le public international aux problèmes du Pacifique. • Cette assistance n'a pas été nécessaire car la COP16 n'a pas donné lieu à un accord juridiquement contraignant.		
législatioi climatiqu	n sur le changement e	 Assistance juridique fournie pour aider les pays insulaires océaniens à élaborer des lois propices au respect des obligations internationales et régionales. 	Loi sur les SAO élaborée pour Vanuatu. La formation des douanes peut maintenant commencer.		
		Centre d'échange sur les accords internationaux et les lois nationales en place et appuyé.	Portail du PROE sur le changement climatique développé et renforcement du partage de l'information. Le nombre de visites des pages sur le changement climatique a augmenté de 16 %.		

1 TOGI ATITUTE 2 TO LIVING OCEANVIEWS			
Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisions budgétaires \$ US
2.1.1.4 Ressources financières recensées et mobilisées pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives sur le changement climatique	Ressources financières recensées pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales.	Les efforts continus en matière de recherche de financement se sont soldés par l'obtention de fonds de l'Australie (ICCAI), de la Suisse, du Canada, de l'Union européenne, de la République de Chine, du PNUE, de l'UNITAR et de WWF International, qui ont permis au Secrétariat de continuer d'appuyer les activités nationales.	
	 Propositions élaborées et soumises pour permettre l'accès aux ressources financières aux échelons régional ou multinational. 	 Une étude sur le financement de l'action climatique a été réalisée en 2010 et ce processus est lié à un formulaire d'identification de projet lié à la Conférence des ministres de l'Économie des pays membres du Forum faisant suite à une décision prise en 2010 par les dirigeants de ces pays. Le PROE a continué d'examiner les options pertinentes telles que le Fonds vert de Cancún, le Fonds pour l'adaptation, l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable et le FEM-5. 	
	Assistance fournie pour élaborer des propositions nationales permettant d'accéder aux ressources financières à l'échelon national	Liens établis avec d'autres activités pertinentes, dont les résultats 2.1.5 et 2.3.4	
2.1.1.5 Mise en œuvre de plans et stratégies régionaux sur le changement climatique appuyée	Initiatives sur le changement climatique recensées dans le Plan Pacifique élaborées, promues et dûment consignées	Les discussions sur les activités relatives au changement climatique se poursuivent dans le contexte du Comité d'action en faveur du Plan pour le Pacifique (PPAC), des groupes de travail de la PCCR et des processus nationaux d'intégration tels que le Plan d'action national conjoint pour l'adaptation au changement climatique et la gestion des risques de catastrophes et d'autres initiatives régionales et multilatérales sur le changement climatique.	
	Initiatives régionales recensées dans le Cadre océanien d'intervention sur les changements climatiques (PIFACC) élaborées et mises en œuvre	 Mécanismes de coordination de la PCCR améliorés et mis en place. Les activités régionales (renforcement des capacités, gestion des données et de l'information) sont abordées dans les projets pertinents tels que le Programme scientifique océanien sur le changement climatique (ICCAI) et le PASAP. 	
	Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre des activités nationales recensées par le PIFACC	Ce travail est lié au PACC, au PIGGAREP, aux plans d'action nationaux conjoints et aux applications de l'approche écosystémique dans le cadre des programmes sur la biodiversité et l'adaptation au changement climatique.	

	Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisio	ons budgéta \$ US	ires
Réalis	ation 2.1.2 – Adapta	tion aux effets néfastes du changement clima	tique appuyée			
2.1.2.1	Élaboration et mise en œuvre de mesures d'adaptation	Projets régionaux d'adaptation recensés, conçus et coordonnés et mise en œuvre appuyée au	Consultations avec les partenaires et les donateurs concernés en vue de la mise en place de nouveaux projets		Dépenses prévues	Dépenses effectives
	appuyées à tous les niveaux	niveau national	bilatéraux ou régionaux d'adaptation tels que la participation des partenaires de développement aux débats sur le	Frais de personnel	184 269	304 537
			changement climatique. • Formation régionale administrative et financière dispensée	Frais de fonctionnement	1 350 960	1 164 843
			pour le projet PACC et ayant entraîné une amélioration de la qualité et de la ponctualité des rapports.	Frais d'investis- sement	5 600	6 409
			Soutien obtenu auprès de la plate-forme C3D + de l'UNITAR	Sous-total	1 540 829	1 475 789
			en vue du financement d'un stagiaire en communication devant travailler dans le cadre du projet PACC. • Deux réunions du Comité de gestion du projet PACC organisées pour définir ses orientations stratégiques.	Dépenses moins élevées que pr 100 000 \$ attendus du gouverne ne se sont pas matérialis FEM/PNUD également réduits d		ement suisse isés. Fonds
		Appui fourni en vue de l'accès aux financements permettant la mise en œuvre des mesures nationales d'adaptation	• Voir 2.1.1.5	bien que des cré été obtenus auprè	ntaires aient	
2.1.2.2	Recensement des secteurs d'intervention prioritaire vulnérables aux effets du changement climatique appuyé	Conseils techniques fournis pour faciliter le recensement des secteurs d'intervention prioritaire vulnérables aux effets du changement climatique.	Assistance fournie à 13 pays du PACC pour les aider à mettre en place des bureaux et coordinateurs de projets. Trois formations sous-régionales sur les évaluations socioéconomiques ont fourni aux coordinateurs les moyens de faire des évaluations ciblées de la vulnérabilité et de l'adaptation.			
2.1.2.3	Collecte de données et recensement des savoirs traditionnels appuyés pour soutenir la conception et la mise en œuvre des mesures d'adaptation	Sources de données et savoirs traditionnels permettant de mieux comprendre le changement climatique recensées	Assistance fournie à 13 pays du PACC pour les aider à réaliser des évaluations de la vulnérabilité et de l'adaptation, y compris des enquêtes et une planification socioéconomiques. Ces travaux se sont soldés par la collecte de données et de savoirs traditionnels au niveau des villages pour les évaluations de la vulnérabilité et de l'adaptation			
	a captado.	Conseils fournis sur la meilleure façon d'intégrer les données et les savoirs traditionnels dans la conception et la mise en œuvre du projet d'adaptation.	Appui consultatif technique fourni pour l'analyse des données socioéconomiques, ainsi que des données et prévisions climatiques. Ces travaux ont permis le recensement des options d'adaptation en vue de leur élaboration et mise en œuvre.			
2.1.2.4	Intégration des mesures d'adaptation aux stratégies de développement durable promue et appuyée	Meilleures pratiques et retours d'expérience des activités d'adaptation intégrés dans les stratégies de développement durable.	Appui fourni aux Îles Marshall en vue de l'élaboration d'une politique sur le changement climatique en collaboration avec la CPS-SOPAC. Appui fourni à Tuvalu en vue de l'élaboration d'une politique sur le changement climatique. Discussions menées avec Nioué, la CPS-SOPAC sur le développement de la politique nationale sur le changement climatique en prévoyant un plan d'action conjoint avec le secteur chargé de la gestion des risques de catastrophes.			

			_, , , , , , , , , , , , , , , , , , ,	Prévisio	ns budgéta	ires
	Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Trevisie	\$ US	1103
Résulta	t 2.1.3 - Renforcement de	la gouvernance sur le changement climatique appu	yé			
2.1.3.1	Intégration du changement climatique dans les politiques	Processus décisionnels optimaux permettant une meilleure allocation des ressources au niveau	Plan d'action national conjoint approuvé par les Tonga. Appui fourni aux Îles Marshall en vue de l'élaboration de leur		Dépenses prévues	Dépenses effectives
	nationales, les processus de planification et de décision à	national élaborés et diffusés	politique sur le changement climatique et de leur Plan d'action national conjoint.	Frais de personnel	28 301	28 733
	tous les niveaux promue et appuyée		Les méthodologies relatives au changement climatique ont été intégrées et sont en cours de mise en œuvre grâce à une	Frais de fonctionnement	53 688	13 206
			assistance fournie en 2010 à Nioué et aux pays intéressés du PACC.	Frais d'investis- sement	0	0
			Politique nationale sur le changement climatique élaborée pour Nioué.	Sous-total	81 988	41 939
		Directives permettant une meilleure adoption des processus de gestion des risques élaborées et diffusées.	 Directives sur la vulnérabilité et l'adaptation en cours d'élaboration dans le cadre du PACC. Directives devant être intégrées dans les processus d'étude d'impact sur l'environnement (EIE). 	Crédits de l'ICCAI i	réduits de 46 2.	30 \$.
		 Initiatives de développement des capacités améliorant l'intégration du changement climatique dans les stratégies de développement durable recensées et abordées. 	 Projet de guide sur l'intégration rédigé. Des échanges auront lieu avec les processus des SNDD. 			
2.1.3.2	Partenariats renforcés entre les organismes publics, le secteur privé, la société civile, la collectivité et les autres parties prenantes	Liens entre les organisations recueillant des données sur le changement climatique recensés.	 Des liens étroits ont été maintenus avec le Centre sur le changement climatique du CARICOM et l'AOSIS par le biais du SMOC. Le PROE a participé activement aux groupes de travail, mécanismes et accords de collaboration du CORP, tels que le groupe de travail sur l'énergie, le groupe de travail sur le développement durable et le PPAC. 			
		Approches régionales de gestion du changement climatique élaborées et mise en œuvre appuyée par la PCCR.	 Des discussions ont été menées lors de la Table ronde sur le changement climatique quant aux moyens d'élaborer des approches régionales et sous-régionales de l'adaptation. Les groupes de travail du CORP ont été consultés quant aux améliorations pouvant être apportées à la PCCR. Recommandations de la PCCR de 2009 appliquées en 2010 : options concernant des mécanismes de financement de l'action climatique recommandées et étude réalisée. 			

Sous-résultats		Indicateurs		Réalisations de 2010	Prévisio	ons budgétai \$ US	ires
Résultat 2.1.4 - Collec	te d'info	rmations techniques sur le changement clima	ıtiq	ue et accès à ces informations facilités			
2.1.4.1 Suivi des systèmes météorologiques et		Appui fourni en vue de l'exécution des Plans de mise en œuvre des services météorologiques et	•	Appui fourni avec l'OMM aux services météorologiques de Vanuatu et de Nioué en vue de l'élaboration de textes		Dépenses prévues	Dépenses effectives
climatiques océanien	s appuyé	climatiques nationaux et régionaux.		juridiques sur la météorologie.	Frais de personnel	97 789	96 563
		Mise en œuvre du Plan d'action stratégique pour les services météorologiques et climatiques	•	Appui fourni à Kiribati par le biais des partenaires du plan d'action du SMOC-IP en vue de l'élaboration d'un plan	Frais de fonctionnement	285 303	276 099
		appuyée		national et d'une évaluation institutionnelle. Poursuite du partenariat NOAA-OMM-PROE pour former des	Frais d'investis- sement	0	0
				prévisionnistes de 6 pays insulaires océaniens avec un total de 11 participants en détachement au Bureau océanien à	Sous-total	383 091	372 663
2.1.4.2 Intégration des enser	mbles de	Exécution du plan de mise en œuvre du SMOC-IP appuyée. Principaux ensembles de données nationales et	•	Honolulu (Hawaï) auprès du service météorologique national de la NOAA. Mise en œuvre de la deuxième année du projet PROE-IMF FPPICS : formation des services météorologiques publics coparrainée avec l'OMM et le JICA et dispensée à 14 pays insulaires océaniens aux Fidji ; 2º atelier régional de formation sur les systèmes de gestion de la qualité pour les services météorologiques destinés à l'aviation organisé aux Tonga pour 13 pays insulaires océaniens. Poursuite du soutien aux activités liées au SMOC-IP avec l'Université d'Oklahoma : projet d'instrumentation et gestion des données. Mémorandum d'accord signé avec le service météo de Nouvelle-Zélande concernant une nouvelle modalité de financement du SMOC-IP pour le PROE. Collaboration avec le service météo de Nouvelle-Zélande et l'Université d'Hawaï (IPDRC) en vue de l'élaboration et de l'hébergement de sites web pour les services météo de Kiribati et de Tuvalu.			crédits de téorologique le des fonds
données techniques ; climat dans les autres ensembles de donné environnementales, s et économiques et da savoirs traditionnels	sur le s es sociales ans les	régionales sur le niveau de la mer, le changement climatique et la variabilité du climat contribuant à la planification appliquée identifiés, acquis et actualisés.	•	compilation des données et assistance aux bases de données sur les précipitations des îles du Pacifique.			
	 Principaux ensembles de données complémentaires identifiés, acquis et actualisés. 			impacts socioéconomiques au Samoa et aux Fidji afin de faire le lien avec l'étude économique régionale océanienne du changement climatique (RECCS) une fois en ligne.			

			_			
	Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisio	ons budgéta \$ US	ires
		Centre régional d'échange sur le changement climatique créé et appuyé.	 Poursuite des travaux sur la mise en place du portail océanien sur le changement climatique et l'harmonisation du SMOC-IP et du PI-GOOS. Les ressources existantes sont disponibles en ligne pour chaque programme. 			
2.1.4.3	Élaboration et mise en œuvre de cadres analytiques améliorés de modélisation du climat appuyées	 Appui fourni en vue de la mise en œuvre de modèles et de cadres analytiques aux niveaux national et régional. 	Coopération avec le Programme scientifique océanien sur le changement climatique (PCCSP) d'AusAID en vue de la participation de 12 pays insulaires océaniens à des ateliers sur l'analyse des données et la recherche scientifique.			
		Documentation préparée et diffusée sur le changement climatique, la variabilité du climat, l'élévation du niveau de la mer et les phénomènes météorologiques extrêmes.	Poursuite de la collaboration et de la planification avec NIWA/SOPAC sur les activités du Système d'information sur le climat insulaire prévues pour 2010-2011 à l'appui de l'ICU.			
Résul	tat 2.1.5 – Capacité d'édu	cation et de communication renforcée pour ap	puyer les mesures portant sur le changement climati	que		
2.1.5.1	Besoins de développement des	pacités d'éducation et de nationales recensées pour améliorer la compréhension et renforcer les ripostes au changement climatique.	Stratégie de communication sur le changement climatique élaborée dans le cadre de l'Année océanienne du		Dépenses prévues	Dépenses effectives
	communication recensés et pris		changement climatique (PYCC), mise en œuvre pendant l'année et utilisée pour la stratégie à plus long terme du	Frais de personnel	76 704	24 542
	en compte		PROE devant être achevée en 2011. Supports de sensibilisation au changement climatique produits et diffusés à tous les pays insulaires océaniens dans le cadre de l'Année océanienne du changement climatique. Projet de stratégie de communication sur le projet <i>Pacific</i>	Frais de fonctionnement	26 873	54 898
				Frais d'investis- sement	0	0
				Sous-total	103 577	79 441
			Women Advancing a Vision of Empowerment (WAVE) au sein des médias qui prévoit l'amélioration et le développement des capacités d'information et de mobilisation sur des questions comprenant le changement climatique. Stage de formation organisé en octobre 2009 pour les coordinateurs du PACC afin d'entamer le processus d'élaboration de la stratégie de communication; poursuite du processus en 2010 et projets de stratégies nationales élaborés dans tous les pays du PACC.	Sous-utilisation de du poste de Spé connaissances pe fonds supplémen WFF pour de nouv	cialiste de la Indant toute l taires ont été	gestion des l'année. Des
		 Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre. 	Exposé de sensibilisation présenté conjointement par l'Année océanienne du changement climatique, <i>Climate</i> Revolutions et Econesians.			

		1 Togramme 2 AVENTRS 0	CERTIFIERS 2010
Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisions budgétaires \$ US
2.1.5.2 Initiatives de communication sur le changement climatique encourageant la modification des comportements appuyées	Élaboration et mise en œuvre de stratégies de communication sur le changement climatique appuyées. A Unitiatives régionales de communication sur le changement climatique appuyées.	 Stratégie de l'Année océanienne du changement climatique élaborée et mise en œuvre – sensibilisation accrue au niveau régional et gamme de produits d'éducation et d'information élaborée. Stage de formation organisé en octobre 2009 pour les coordinateurs du PACC afin d'entamer le processus d'élaboration de la stratégie de communication; poursuite du processus en 2010 et projets de stratégies nationales élaborés dans tous les pays du PACC. Quatre reporters océaniens récompensés dans le cadre du prix des médias « Vision Pasifika » pour leur travail de sensibilisation au changement climatique et de motivation de leurs collègues concernant la couverture des questions associées. Activités nationales appuyées dans le cadre de l'Année océanienne du changement climatique. Sensibilisation accrue de la région océanienne aux négociations sur le changement climatique grâce à la publication de 66 articles par l'équipe médiatique océanienne présente à la COP16 de Cancún et composée de représentants du PROE, de l'agence PACNEWS et des Fidji. Profil et messages océaniens diffusés et coordonnés par l'équipe médiatique présente à la COP16 de Cancún. Plus de 8000 de visites du monde entier sur le blog Climate Pasifika pendant la durée de la COP16 de Cancún – http://www.climatepasifika.blogspot.com/ 	
	 Initiatives régionales de communication sur le changement climatique recensées et élaborées et mise en œuvre appuyée 	 Coordinateur de la campagne de l'Année océanienne du changement climatique recruté pour exécuter les activités régionales et appuyer les activités nationales jusqu'en avril 2010. Capacité et compréhension des reporters océaniens améliorées grâce à une série de fiches d'information sur le changement climatique également disponibles sous forme électronique. Sensibilisation accrue aux négociations sur le changement climatique grâce à 30 articles produits par PACNEWS pour les médias océaniens et internationaux pendant les négociations de la CCNUCC à Bonn (Allemagne), en juin 2010. 	

Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévision	ons budgétai \$ US	res
	Élaboration et mise en œuvre d'initiatives nationales de communication sur le changement climatique appuyées.	Supports éducatifs diffusés sous format papier et électronique sur la page de l'Année océanienne du changement climatique. Activités régionales exécutées et appuyées dans le cadre de l'Année océanienne du changement climatique. Soutien fourni dans le cadre de l'Année océanienne du changement climatique à toutes les actions de formation sur le changement climatique organisées au siège du PROE, telles que la formation sur les négociations régionales, le lancement du PACC et la formation des médias régionaux. Une partie des initiatives nationales de communication sur le changement climatique est abordée dans le cadre du projet PACC.			
2.1.6.1 Mise en œuvre des énergies	la réduction des émissions mondiales de gaz Lois, plans et politiques sur l'énergie et le	A telier de planification de la politique énergétique		Dépenses	Dépenses
renouvelables et technologies à fort rendement énergétique	elables et technologies endement énergétique es et appuyées changement climatique élaborés et révisés.	énergétique dans le Pacifique (FAESP). Le PIGGAREP a également été représenté lors de la réunion spéciale sur l'énergie des représentants officiels et des ministres du	Frais de	prévues 164 982	effectives 209 611
promues et appuyées			personnel Frais de	987 170	403 082
			fonctionnement Frais d'investis- sement	0	0
			Sous-total	1 152 151	612 693
	Rapports et informations sur la viabilité institutionnelle, technique et financière des projets existants et futurs sur les énergies renouvelables et l'utilisation rationnelle de l'énergie préparés et diffusés.	Forum qui s'est tenue en juin à Brisbane. Cette réunion a adopté le FAESP. L'étude de faisabilité financée par le PIGGAREP à Anabar a achevé sa première année de suivi éolien et les données ont été envoyées à Factor 4 en vue de leur évaluation. Le rapport préparé par Factor 4 a indiqué que la vitesse moyenne du vent à Nauru à 30 m au-dessus du sol était de 4,22 m/s. La vitesse du vent à 70 m au-dessus du sol est estimée à 5,2 m/s. Il a été conclu qu'il était probable qu'un phénomène météorologique atypique (El Nino) ait frappé Nauru pendant la période de mesure et il a donc été conseillé de poursuivre ces mesures à Anabar pendant une année supplémentaire – Nauru. Appui fourni aux évaluations nationales des ressources éoliennes – Samoa. Étude de faisabilité réalisée pour les complexes hydroélectriques de Huro et Rualae – Îles Salomon.	Dépenses moins e décaissement p FEM/PNUD. Les (100 000 \$) et di sont par ailleurs p	l Elevées que prév partiel des crédits attend u PNUE (1000	ou du fait du fonds du lus du JICA 00\$) ne se

Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisions budgétaires \$ US
		 Volet de formation du Projet d'intégration du réseau photovoltaïque de Tuvalu (TPVENIP) financé par le PIGGAREP. Première série de cours de formation sur l'énergie solaire photovoltaïque organisée aux Îles Salomon. Données éoliennes de Mitiaro analysées et mât d'éolienne installé à Mauke (Îles Cook). Mât d'éolienne et système d'enregistrement des données installé à Atiu (Îles Cook). Installation d'un mât de suivi éolien à Lapaha – Tonga. Activités d'enregistrement et de suivi de la rivière Talise achevées à la fin août 2010. Les données de débit ont été envoyées à GHD Australia qui en a accusé réception et les a transmises à ENTECH en vue de leur évaluation finale – Vanuatu. Organisation d'un atelier sur l'analyse des données éoliennes aux Fidji – Activité régionale. Activités de renforcement des capacités menées aux Fidji, dont un sommet sur l'énergie et l'ICCCRE à l'USP et une réunion consultative d'évaluation du FAESP ainsi qu'une séance de planification et de gestion énergétique à la CPS – Activité régionale. Organisation d'un atelier sur RESCO Manager 3.0.4 aux Tonga – Activité régionale. Participation à la réunion de lancement de l'Association océanienne des industries de l'énergie durable aux Fidji et à Pohnpei. Rapport d'évaluation à mi-parcours examiné et approuvé lors de la réunion multipartite – Activité régionale. 	
		 Formation technique et sensibilisation aux applications des technologies photovoltaïques (TAPTA) – Tonga. 	
		 Installation de stations de suivi hydraulique des rivières et autres sites de captage à Upolu – Samoa. Adjudication d'un contrat pour le suivi des ressources éoliennes à Vanuatu. L'installation du mât d'éolienne aura lieu aux 1er et 2e trimestres 2011. 	
		 Fourniture par SIG de 50 systèmes solaires à usage domestique pour l'île Santa Ana. Ces systèmes seront cofinancés par le PIGGAREP en 2011 (frais de transport et d'installation). 	

	Sous-résultats	Indicateurs		Réalisations de 2010	Prévisio	ns budgéta \$ US	ires
		 Ressources financières et approches de marketing permettant la mise en œuvre des énergies renouvelables et des technologies à fort rendement énergétique recensées et mobilisées. 	•	Collaboration avec le PNUD sur le développement de la version 3.1 du logiciel RESCO Manager – Activité régionale.			
2.1.6.2	Élaboration d'initiatives du Mécanisme pour un développement propre (MDP) appuyée	 Fonction MDP du Centre régional d'excellence sur le changement climatique établie pour fournir des informations et des conseils sur les initiatives MDP. 	•	Collaboration avec le Centre Risoe (Danemark) du PNUE en vue de l'atelier de renforcement des capacités sur la planification du MDP dans le cadre du projet des États ACP sur les AME – Activité régionale.			
		Appui fourni pour la mise en œuvre des initiatives MDP.	•	Mise en place de plans de renforcement des capacités sur le MDP pour les Fidji et Vanuatu, auxquels participeront également les Îles Salomon, la PNG, le Samoa et les Tonga.			
		Appui fourni en vue de l'élaboration d'inventaires de gaz à effet de serre.		Formation sur les inventaires de GES organisée pour le personnel du bureau des Îles Marshall chargé des deuxièmes communications nationales.			
Résul	tat 2.1.7 - Partenariats et	coopération visant une meilleure gestion du c	chan	gement climatique appuyés			
2.1.7.1	Renforcement des partenariats régionaux et	Appui fourni pour l'élaboration de projets conjoints sur le changement climatique faisant		Initiatives mises en œuvre dans le cadre du PACC pour utiliser au mieux les possibilités de renforcement des		Dépenses prévues	Dépenses effectives
	internationaux visant les questions liées au changement climatique promu	intervenir les organisations internationales, les établissements d'éducation et de recherche et les pays et territoires insulaires océaniens.		capacités telles que Climate Change Explorer et CRISTAL (UNITAR, SEI, IISD).	Frais de personnel	91 208	54 680
	et appuyé	Réseau d'équipes et de professionnels sur le changement climatique constitué.		Des réseaux régionaux ont été mis en place et maintenus, notamment entre les négociateurs sur le changement	Frais de fonctionnement	7 500	11 381
				climatique, des experts de la sécurité alimentaire ainsi que par le biais de la RMSD, du PACC et du PIGGAREP. Recommandations de la Table ronde sur le changement climatique de 2009 convenues en vue de la création de	Frais d'investis- sement	0	0
			•		Sous-total	98 708	66 061
			•	groupes de travail techniques devant couvrir un large éventail de questions relatives au changement climatique telles que l'atténuation et l'adaptation. Cette initiative sera officialisée lors de la PCCR de 2011. Lettres d'accord signées par le PROE et de nombreux donateurs, par exemple WWF, la FAO et l'USP Réseaux informels en place au sein du CORP, par exemple sur la réduction des émissions dues au déboisement dans les pays en développement, la sécurité alimentaire et le développement du portail.	Sous-utilisation de du poste de Spé connaissances per	cialiste de la	gestion des

	Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisions budgétaires \$ US
		Participation des entreprises privées internationales et régionales aux initiatives nationales sur le changement climatique promue.	 Le secteur régional de l'assurance participe aux travaux de la CCNUCC en vue de l'élaboration d'une assurance en matière d'adaptation avec l'UNU, MCII, CCRIF et l'AOSIS. Le PIGGAREP a apporté son appui aux sociétés d'approvisionnement en énergies renouvelables aux Fidji, aux Îles Salomon, à Kiribati, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et à Vanuatu par le biais d'actions de formation. 	
		Appui fourni en vue de la mise en œuvre du programme de travail de Nairobi sur les impacts, la vulnérabilité et l'adaptation.	La participation aux réunions du programme de travail de Nairobi dans les pays insulaires océaniens s'est traduite par l'utilisation de ses produits dans le cadre du PACC.	
2.1.7.2	Approches régionales concernant la gestion des questions liées au	Appui fourni pour des réunions régulières de la Table ronde des îles océaniennes sur le changement climatique.	Un soutien technique et financier a été obtenu et la Table ronde sur le changement climatique a été organisée avec succès à Majuro en 2009.	
	changement climatique élaborées et promues	Appui fourni pour l'actualisation de la grille régionale sur le changement climatique en vue de sa soumission aux réunions de la Table ronde.	 La grille a été mise en veilleuse jusqu'à la création du portail sur le changement climatique mais la grille des partenaires de développement sur le changement climatique (DPCC) a été utilisée. 	
2.1.7.3	Financement identifié et mobilisé pour aborder les questions liées au	 Sources de financement recensées pour faciliter la gestion des questions liées au changement climatique. 	Des fonds de l'ICCAI et de la Suisse ont été utilisés pour les travaux régionaux sur le changement climatique.	
	changement climatique	Appui fourni en vue de la préparation de demandes de financement au niveau national.	En cours et lié aux sous-résultats 2.1.2, 2.1.3, 2.1.5.	

Volet: 2.2 - Prévention de la pollution et gestion des déchets

Objectif: Améliorer les capacités des pays et territoires insulaires océaniens à gérer les questions liées à la pollution et aux déchets

Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisions budgéta \$ US		res
Résultat 2.2.1 – Gestion et mise	e en œuvre des stratégies et accords internatio	naux et régionaux portant sur la pollution et les déch	ets appuyées		
2.2.1.1 Participation des pays et	Consultations préparatoires menées avant les grandes réunions pour aborder la portée des points	Corédaction d'un document pour la réunion du Comité pour la protection de l'environnement maritime de l'OMI en vue		Dépenses prévues	Dépenses effectives
territoires insulaires océaniens aux réunions et	de l'ordre du jour Positions et stratégies régionales permettant de	de la structuration des installations portuaires régionales en proposant l'amendement de MARPOL.	Frais de personnel	45 068	42 001
manifestations sur la pollution et les déchets appuyée	réaliser les priorités régionales définies avant les grandes réunions et exprimées pendant celles-ci.		Frais de fonctionnement	39 754	30 431
	 Préparation de notes d'information avant les grandes réunions appuyée. 		Frais d'investis- sement	0	378
	Appui logistique et technique fourni lors des grandes réunions.	Contribution à la troisième réunion du Comité consultatif	Sous-total	84 821	72 810
	Brances realitoris.	scientifique et technique (STAC3) à la Convention sur l'interdiction de l'importation des déchets dangereux et radioactifs dans les États insulaires du Forum, le contrôle de leurs mouvements transfrontières et leur gestion dans le Pacifique Sud (Convention de Waigani). Contribution à la deuxième réunion du comité directeur du Centre régional de formation et de transfert de technologie pour la mise en œuvre conjointe des conventions de Bâle et de Waigani (SCPRC2). Contribution à la cinquième Conférence des Parties (COP5) à la Convention sur l'interdiction de l'importation des déchets dangereux et radioactifs dans les États insulaires du Forum, le contrôle de leurs mouvements transfrontières et leur gestion dans le Pacifique Sud (Convention de Waigani).	Sous-utilisation de du poste de Cons pollution pendant l'année	seiller en préve	ention de la

110grumme = 1112.title etzmittelie					
Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisions budgétaires \$ US		
2.2.1.2 Initiatives de développement des capacités menées, et assistance technique et actions de sensibilisation conduites pour promouvoir le respect par les pays et territoires insulaires océaniens des accords internationaux et régionaux sur la pollution et les déchets	Initiatives de développement des capacités conçues et menées à bien pour permettre aux pays insulaires océaniens de s'acquitter de leurs obligations.	 Formation dispensée aux EFM, à Nauru et Tuvalu sur les obligations des pays découlant du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Exercices régionaux de formation de niveaux 2 et 3 sur les déversements d'hydrocarbures (OPRC) accueillis par le gouvernement de PNG. Formation régionale dispensée aux décideurs en vue de la ratification et de la mise en œuvre du protocole OPRC-HNS. Organisation d'un séminaire régional pour aider les pays et territoires insulaires océaniens à ratifier et mettre en œuvre la Convention internationale de 2001 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures de soute (également dénommée Convention Bunker). 			
	Conseils techniques fournis pour permettre aux pays insulaires océaniens de s'acquitter de leurs obligations.	Fourniture de conseils techniques sur la gestion des substances dangereuses, les transports maritimes et la pollution marine aux EFM, aux Fidji, aux Îles Cook, à Kiribati, aux Palaos, à la PNG, au Samoa et aux Tonga.			
	Intérêts des pays insulaires océaniens promus auprès des organes internationaux et régionaux.	Intérêts et priorités des pays insulaires océaniens pris en compte lors de la conception de nouveaux projets régionaux tels que ceux de l'AFD et du JICA.			
2.2.1.3 Assistance juridique fournie pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'une législation sur la pollution et les	Assistance juridique fournie en vue de la ratification des accords internationaux et régionaux par les pays insulaires océaniens.	Assistance fournie dans le cadre d'activités de formation et de séminaires régionaux destinés aux pays insulaires océaniens pour les aider à ratifier la Convention Bunker, la Convention OPRC et la Convention OPRC-HNS.			
déchets	Assistance juridique fournie pour aider les pays insulaires océaniens à élaborer des lois propices au respect des obligations internationales et régionales.	Distribution du modèle amendé de projet de loi sur la prévention de la pollution marine à tous les pays insulaires océaniens, en attendant une demande officielle d'assistance des pays et territoires océaniens.			
	Centre d'échange sur les accords internationaux et les lois nationales en place et appuyé.	Aucune activité en 2010.			
2.2.1.4 Ressources financières pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives nationales sur la pollution et les	Ressources financières recensées pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales.	Financement identifié dans le cadre du 10e FED en vue d'une demande conjointe CPS-PROE de financement visant l'amélioration de la gestion régionale des déchets et la protection de la biodiversité.			
déchets identifiées et mobilisées	 Propositions élaborées et soumises pour permettre l'accès aux ressources financières aux échelons régional ou multinational. Assistance fournie pour élaborer des propositions nationales permettant d'accéder aux ressources financières à l'échelon national 	Demande soumise au programme de petites subventions en vue de la mise en œuvre conjointe des conventions de Bâle, Rotterdam et Stockholm par le biais des centres régionaux et sous-régionaux chargés de la gestion de l'amiante dans le Pacifique en 2010 (demande infructueuse).			

Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisio	ons budgéta \$ US	ires	
Résultat 2.2.2 - Gestion des sul	bstances dangereuses appuyée					
2.2.2.1 Élaboration de lois, politiques, stratégies et plans nationaux	Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de stratégies nationales sur les substances	Conseils fournis au Samoa en vue de l'élaboration d'une politique nationale de gestion des déchets électroniques.		Dépenses prévues	Dépenses effectives	
sur la gestion des substances dangereuses promue et	dangereuses.	politique nationale de gestion des dechets electroniques.	Frais de personnel	90 643	81 773	
appuyée	Conseils techniques et informations fournis pour faciliter l'élaboration, l'application et le respect de	Assistance fournie aux pays insulaires océaniens dans le cadre de la formation des décideurs sur la ratification et la	Frais de fonctionnement	68 074	17 619	
	lois sur les substances dangereuses.	mise en œuvre du Protocole OPRC-HNS. • Participation à une réunion conjointe des conventions de	Frais d'investis- sement	1 000	252	
		Rotterdam, Bâle et Stockholm pour examiner les possibilités de rationalisation des activités.	Sous-total	159 717	99 644	
2.2.2.2 Collecte et élimination des substances dangereuses dans	Substances dangereuses devant être éliminées des pays insulaires océaniens identifiées.	Aucune activité en 2010		faibles que prévu car s du PNUE et de Taïwo		
les pays insulaires océaniens appuyées	Partenaires identifiés pour participer à l'élimination des substances dangereuses des pays insulaires océaniens.	Aucune activité en 2010	République de Chine ne s matérialisés, de même que les garantis. Cette section doit é		8 720 \$ non	
	Appui fourni à l'élimination des substances dangereuses des pays insulaires océaniens.	 Informations et conseils techniques fournis à Nioué sur l'élimination des déchets d'amiante, y compris sur le processus de la Convention de Waigani. Conseils fournis à une entreprise de recyclage de Vanuatu sur le processus de la Convention de Waigani. Conseils détaillés fournis à Kiribati sur la gestion de l'amiante, des déchets d'activités de soins et des déchets électroniques. 	- celle sur le résultc	ll 2.2.1.		
2.2.2.3 Directives sur la bonne gestion des substances dangereuses élaborées, diffusées et	Substances dangereuses présentant une menace importante pour les pays et territoires insulaires océaniens recensées.	Conseils fournis aux Fidji, aux Îles Cook, aux Palaos, au Samoa et aux Tonga sur la gestion des substances dangereuses.				
actualisées.	Directives décrivant les meilleures pratiques de gestion des substances dangereuses dans le Contexte océanien élaborées et diffusées.	Aucune activité en 2010				
2.2.2.4 Développement des capacités nationales en gestion des	Appui fourni en vue de la mise en œuvre des directives à l'échelon national.	Aucune activité en 2010				
substances dangereuses appuyé	stances dangereuses • Besoins de développement des capacités nationales	Aucune activité en 2010				
	Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre.	Aucune activité en 2010				

Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisions budgétaires \$ US
2.2.5 Mobilisation des ressources financières nécessaires pour mener à bien les initiatives de gestion des substances dangereuses appuyée	Sources de financement identifiées pour appuyer la gestion des substances dangereuses dans les pays insulaires océaniens.	 Élaboration et soumission à l'ACDI d'une demande de financement (infructueuse) en vue de faciliter la participation des pays insulaires océaniens à une conférence de l'Asie-Pacifique sur les déchets électroniques devant se tenir en Australie. Collaboration avec le PNUE en vue de l'élaboration de la phase de préparation du projet : Réduction des rejets de POP grâce à une meilleure gestion des déchets solides et dangereux. Demande (fructueuse) de modifications des règles de la SAICM pour faciliter l'accès des pays insulaires océaniens au fonds de démarrage rapide. 	
	Appui fourni pour la préparation de demandes de financement au niveau national.	Aucune activité en 2010	
2.2.6 Initiatives de communication entraînant des changements de comportement susceptibles d'améliorer la gestion des	Besoins de développement des capacités de communication visant une meilleure gestion des substances dangereuses recensés et abordés aux échelons national et régional.	Aucune activité en 2010	
substances dangereuses appuyées	Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'initiatives de communication contribuant à la sensibilisation à la gestion des substances dangereuses.	Aucune activité en 2010	
2.2.7 Acquisition et utilisation de données et d'informations pour améliorer la gestion des	Données et informations sur les meilleures pratiques de gestion des substances dangereuses recensées, acquises et diffusées.	Aucune activité en 2010	
substances dangereuses appuyées.	Directives sur l'utilisation de données et d'informations appuyant le processus décisionnel élaborées et diffusées.	Aucune activité en 2010	
	Appui fourni en vue de la conception et de la mise en œuvre de processus de suivi, d'évaluation et de communication visant à améliorer la gestion des substances dangereuses.	Aucune activité en 2010	

			<u> </u>			
	Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010		s budgétai \$ US	res
	tat 2.2.3 – Gestion des dé	chets solides appuyée				
2.2.3.1	Élaboration de lois, politiques, stratégies et plans nationaux	Appui fourni en vue de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'actualisation des stratégies nationales	Projet de stratégie élaboré dans le cadre d'un processus consultatif à Nioué (mars), Vanuatu (mars) et Nauru		Dépenses prévues	Dépenses effectives
	sur la gestion des déchets solides promue et appuyée	sur les déchets solides.	(octobre). • Assistance fournie au gouvernement des Tokélaou en vue	Frais de personnel	83 540	84 287
	solides promue et appayee		de l'élaboration d'une stratégie de gestion intégrée des déchets, de l'eau et de l'assainissement (avril).	Frais de fonctionnement	73 420	101 529
			Coordination d'un atelier de deux jours en vue de l'évaluation de la stratégie des Fidji (novembre).	Frais d'investissement	500	810
		Conseils techniques et informations fournis pour faciliter l'élaboration, l'application et le respect des	Informations fournies au consultant engagé par le ministère de l'Environnement et de la Conservation de Vanuatu en	Sous-total	157 460	186 626
		lois sur les déchets solides.	vue de l'évaluation du projet de loi sur les déchets solides.	Des fonds supple		•
		Informations décrivant les meilleures pratiques de gestion des déchets solides dans le contexte océanien rassemblées et diffusées.	Assistance technique et financière fournie à Nioué en vue de la collecte de données sur la production de déchets solides et l'efficacité du service de collecte.	d'accroître le nombre d'activité: ce résultat. Cette section doit é celle sur le résultat 2.2.2.		
2.2.3.2	Élaboration et application de directives et de programmes de minimisation des déchets solides appuyées	Informations et directives sur des instruments économiques et d'autres techniques de minimisation des déchets solides dans le Pacifique élaborées et diffusées.	Collaboration avec le JICA en vue de l'élaboration et de la diffusion de directives sur l'enfouissement des déchets. Projet de directives sur un système de redevances proportionnelles au volume ou au poids des déchets utilisant le sac-poubelle conçu à cet effet (ces directives seront finalisées et diffusées en 2011).	ts ts ttives tu en vue ts à Port- e, la les n des e n au ge qui élaou. titions y sur les ins, la la aluation		
		Appui fourni pour la mise en œuvre de techniques de minimisation des déchets solides.	 Assistance technique et financière fournie à Vanuatu en vue de la mise en œuvre d'un système de redevances proportionnelles au volume ou au poids des déchets à Port-Vila (septembre). Fourniture de conseils et d'informations à Tuvalu concernant les déchets et le changement climatique, la sélection des sites d'enfouissement, l'élimination des déchets d'activités de soins, un audit de prévention des déchets et une stratégie de gestion des déchets. Conseils fournis aux Tokélaou sur la minimisation, le recyclage et l'élimination des déchets ; participation au recrutement d'une entreprise samoane de recyclage qui sera chargée de l'élimination de la ferraille aux Tokélaou. Conseil détaillés fournis à Kiribati sur diverses questions y compris la minimisation des déchets, la législation sur les systèmes de consigne, les déchets d'activités de soins, la gestion des décharges et les permis de contrôle de la pollution (novembre). Conseils techniques fournis aux Fidji en vue de l'évaluation des possibilités de réduction de l'utilisation des sacs plastiques. 			

			<u> </u>	
	Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisions budgétaires \$ US
2.2.3.3	Élaboration et mise en œuvre de technologies et de processus pour optimiser l'élimination des déchets solides promues.	Appui fourni en vue de la conception et de la mise en œuvre de techniques améliorées d'élimination des déchets.	Conseils et informations fournies à Tuvalu sur la sélection des sites d'enfouissement. Informations et conseils techniques fournis à Nioué en vue de l'amélioration de l'élimination des déchets et du service de collecte. Conseils techniques fournis au Samoa en vue de l'amélioration de la décharge de Tafaigata. Conseils fournis à Nioué sur l'élimination des déchets de quarantaine sanitaire.	
2.2.3.4	Développement des capacités nationales en gestion des	Besoins de développement des capacités nationales en gestion des déchets solides recensés.	Aucune activité en 2010	
	déchets solides appuyé.	Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre.	 Formation générale en gestion des déchets solides fournie à 19 participants aux Îles Salomon. Formation spécialisée sur les audits de prévention des déchets et les études des temps et des mouvements dispensée à cinq personnes à Nioué. 	
2.2.3.5	Ressources financières pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives de gestion des déchets solides identifiées et mobilisées.	Sources de financement identifiées pour appuyer la gestion des déchets solides dans les pays insulaires océaniens.	 Liste des possibilités de financement (plus de 20 possibilités) mise à jour et diffusée au moins deux fois par an (février, juillet). Signature avec l'AFD d'une convention de financement d'un million d'euros portant sur une Initiative régionale de gestion des déchets solides (d'une durée de quatre ans). Signature d'un cadre régional de coopération technique avec le Japon sur la gestion des déchets solides (pour une période de cinq ans). Préparation et soumission de deux demandes de financement : République de Chine à Taiwan : Subvention de 20 000 dollars ÉU. en vue de la campagne régionale de gestion des déchets ; Réseau de l'Asie-Pacifique de recherche sur les changements planétaires – élaboration d'un cours de troisième cycle sur la gestion des déchets à l'USP (demande infructueuse). 	
		Appui fourni pour la préparation de demandes de financement au niveau national.	Aucune demande reçue.	

			110614111111111111111111111111111111111			
	Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010		s budgétai \$ US	res
2.2.3.6	Éducation et diffusion de l'information appuyées pour modifier les comportements.	 Appui fourni en matière d'éducation et de sensibilisation pour améliorer la compréhension de la gestion des déchets solides. Données et informations promouvant un processus décisionnel fondé sur les meilleures informations disponibles acquises, stockées et diffusées. Appui fourni en vue de la conception et de la mise en œuvre de processus de suivi, d'évaluation et de communication visant à améliorer la gestion des déchets dangereux. 	 Soutien financier et conseils techniques fournis au Samoa en vue d'une campagne de sensibilisation à l'adoption de sacs réutilisables. Préparation et diffusion d'un bulletin semestriel sur la mise en œuvre de la Stratégie régionale de gestion des déchets solides. Publication d'un chapitre sur la gestion des déchets solides dans le Pacifique dans un ouvrage publié par la Société des experts en gestion des déchets solides en Asie-Pacifique (SWAPI) et intitulé Municipal Solid Waste Management in Asia and the Pacific Islands. 			
Résult	at 2.2.4 : Gestion de la pollu	ution marine et des déchets appuyée				
	Élaboration de lois, politiques, stratégies et plans sur la	Législation et plans types élaborés et diffusés pour améliorer la gestion de la pollution marine et des	Préparation et diffusion d'une loi type à tous les pays insulaires océaniens et en particulier au Samoa, aux EFM,		Dépenses prévues	Dépenses effectives
	pollution marine promue et	déchets au niveau national.	aux Palaos, aux Îles Marshall, à Nauru et aux Îles Salomon.	Frais de personnel	73 268	79 524
	appuyée.	Stratégie relative à l'introduction d'espèces marines envahissantes par les navires (SRIMP-PAC) élaborée,	Inclusion de la formation à SRIMP-PAC dans toutes les activités nationales et régionales de formation.	Frais de fonction- nement	101 750	193 747
		distribuée et actualisée.	, and the second	Frais d'investis- sement	0	243
		Directives décrivant les meilleures pratiques de gestion des déchets des navires élaborées et diffusées.	 Préparation et diffusion à tous les pays insulaires océaniens du projet de directives sur la gestion des déchets portuaires. Corédaction d'un document sur les installations portuaires de réception des déchets pour la réunion du Comité pour la protection de l'environnement maritime de l'OMI. 	Cette section doit être lue avec ce		273 514 celle sur le
		Appui fourni en vue de l'élaboration d'une législation, de politiques et de plans nationaux sur la pollution marine.	Aucune activité en 2010			
	Analyse des risques liés à la pollution marine et aux déchets des navires dans le Pacifique	Transports maritimes cartographiés dans chaque pays et territoire insulaire océanien.	Actualisation des mouvements maritimes et des principales voies empruntées par les pétroliers, les porte-conteneurs et les bateaux de pêche avec l'assistance de la CPS et de la FFA.			
	élaborée, diffusée et actualisée.	Analyse des risques liés à la pollution marine et aux déchets des navires effectuée sur les axes maritimes.	Mise à jour des profils de risque de pollution associés aux mouvements maritimes.			
		Zones à haut risque en matière de pollution marine et de déchets des navires recensées et diffusées.	Distribution aux agences maritimes et portuaires d'informations sur les profils maritimes à haut risque.			
	Gestion de la pollution marine et des déchets des navires dans les ports appuyée	Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de processus de suivi de la pollution et des rejets dans les ports.	 Assistance fournie aux ports de Kiribati et des Fidji en vue de l'élaboration d'outils de suivi et de contrôle du déversement illicite de déchets par les navires. 			
	. , , , ,	Appui fourni en vue d'audits de la pollution et des rejets dans les ports.	Appui fourni aux audits des ports de Kiribati et des Fidji concernant le suivi du déversement illicite de déchets par les navires.			

	2010		
Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisions budgétaires \$ US
	Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de mesures de gestion pour réduire la pollution et les rejets dans les ports.	Formation de base fournie aux inspecteurs maritimes de Kiribati et des Fidji sur les enquêtes relatives aux déversements illicites de déchets par les navires.	
2.2.4.4 Développement des capacités nationales de gestion de la pollution marine et des déchets des navires appuyé.	Besoins de développement des capacités nationales en gestion de la pollution marine et des déchets des navires recensés.	Assistance fournie aux pays et territoires insulaires océaniens en vue de la classification de leurs priorités en matière de pollution marine pour 2011-2013 grâce au recensement des besoins nationaux de renforcement des capacités. Une évaluation détaillée des capacités nationales nécessaires sera réalisée en 2011.	
	Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre.	Organisation de quatre activités de développement des capacités nationales aux Îles Marshall, à Kiribati, aux Fidji et aux Palaos.	
2.2.4.5 Mobilisation des ressources financières nécessaires pour mener à bien les initiatives de lutte contre la pollution marine et de gestion des déchets	Sources de financement identifiées pour appuyer la gestion de la pollution marine et des déchets des navires dans les pays insulaires océaniens.	Identification des sources traditionnelles de financement dans le domaine de la pollution marine telles que l'OMI et le ROCT. Demande de financement des activités nationales de lutte contre la pollution marine pour 2010-2011 soumise avec succès à l'OMI (44 000 \$) et au ROCT (44 000 \$).	
solides appuyée	Appui fourni pour la préparation de demandes de financement au niveau national.	Aucune activité en 2010.	
2.2.4.6 Initiatives de communication entraînant des changements de comportement susceptibles d'améliorer la gestion de la pollution marine et des déchets	Besoins de développement des capacités de communication visant une meilleure gestion de la pollution marine et des déchets des navires recensés et abordés aux échelons national et régional.	Assistance fournie aux Palaos et aux Îles Marshall en vue de l'examen et de l'élaboration du plan d'intervention national en cas de déversement en mer (NATPLAN) et renforcement de la communication dans le cadre de ce processus.	
des navires appuyées.	Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'initiatives de communication contribuant à la sensibilisation à la gestion de la pollution marine et des déchets des navires.	Aucune activité en 2010.	
	Stratégies de communication élaborées et distribuées au secteur maritime pour renforcer la compréhension des impacts de la pollution marine et recenser les processus de réduction des déchets des navires.	, , ,	
2.2.4.7 Acquisition et utilisation de données et d'informations pour améliorer la gestion de la pollution marine et des déchets	Données et informations sur les meilleures pratiques en matière de gestion de la pollution marine et des déchets des navires recueillies et diffusées aux Membres.	Mise à jour des indicateurs clés à l'intention des pays insulaires océaniens et distribution à tous les Membres.	
des navires appuyées	Directives sur l'utilisation de données et d'informations appuyant le processus décisionnel élaborées et diffusées.	Distribution à tous les Membres des directives sur les indicateurs clés en vue de leur élaboration détaillée en 2011.	
	Appui fourni en vue de la conception et de la mise en œuvre de processus de suivi, d'évaluation et de communication visant à améliorer la gestion de la pollution marine et des déchets des navires.	Aucune activité en 2010.	

Volet: 2.3 – Gouvernance environnementale

Objectif: Améliorer les moyens d'identification, de réaction et de communication sur les pressions environnementales, les nouvelles menaces et

possibilités

Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisio	ns budgétai \$ US	ires
Résultat 2.3.1 - Gestion et mise	e en œuvre des stratégies et accords internation	naux et régionaux portant sur le développement dura	able appuyées		
2.3.1.1 Soutien à la participation des pays et territoires insulaires	Consultations préparatoires menées avant les grandes réunions pour aborder la portée des points	Contribution à l'évaluation quinquennale de la Stratégie de Maurice.		Dépenses prévues	Dépenses effectives
océaniens aux réunions et manifestations sur le	de l'ordre du jour	Contribution à la rédaction de documents d'information pour le PPAC, le Pacte de Cairns, la Réunion des dirigeants	Frais de personnel	84 160	68 174
développement durable		du PIFS et les réunions des petits états insulaires.	Frais de fonctionnement	41 529	27 841
	Positions et stratégies régionales permettant de réaliser les priorités régionales définies avant les		Frais d'investis- sement	0	307
	grandes réunions et exprimées pendant celles-ci.	York et aux délégations présentes à la 17e Conférence des Parties à la CDD.	Sous-total	125 689	96 321
		Participation à l'examen et à la formulation du document sur la Stratégie de Maurice +5.			
	Préparation de notes d'information avant les grandes réunions appuyée.	Document d'information régional susmentionné couvrant les principales questions et possibilités d'action concernant les pays insulaires océaniens dans les domaines traités par la 17e Conférence : agriculture, aménagement du territoire, développement rural et désertification. Voir ci-dessus.			
	Appui logistique et technique fourni lors des grandes réunions.	Soutien fourni aux principaux AME (dont la CCNUCC et la CDB).			
2.3.1.2 Initiatives de développement des capacités menées, et assistance technique et actions de sensibilisation conduites	Initiatives de développement des capacités conçues et menées à bien pour permettre aux pays insulaires océaniens de s'acquitter de leurs obligations. Conseils techniques fournis pour permettre aux pays	Contribution à l'élaboration d'activités de développement des capacités en matière d'intégration dans le cadre du projet de la CE sur les AME. Voir ci-dessus.			
pour promouvoir le respect par les pays et territoires insulaires	insulaires océaniens de s'acquitter de leurs obligations.	Von ci dessas.			
océaniens des accords internationaux et régionaux su le développement durable	Intérêts des pays insulaires océaniens promus auprès des organes internationaux et régionaux.	Promotion du projet de la CE sur les AME lors de diverses manifestations régionales, dont la réunion du groupe de travail du CORP sur le développement durable.			

	Duświajana huduśtajna				
Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisions budgétaires \$ US		
2.3.1.3 Assistance juridique fournie pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'une	 Assistance juridique fournie en vue de la ratification des accords internationaux et régionaux par les pays insulaires océaniens. 	Aucune demande reçue en 2010.			
législation sur le développement durable	 Assistance juridique fournie pour aider les pays insulaires océaniens à élaborer des lois propices au respect des obligations internationales et régionales. 	Aucune demande reçue en 2010.			
	Centre d'échange sur les accords internationaux et les lois nationales en place et appuyé.	Mis à jour (voir résultat 1.3.3)			
2.3.1.4 Ressources financières recensées et mobilisées pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives	Ressources financières recensées pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales.	Conseils fournis et informations diffusées sur les diverses initiatives de financement régional et international : Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable, projet de la CE sur les AME, 10e FED, PIDCF et ICCAI.			
nationales de développement durable.	 Propositions élaborées et soumises pour permettre l'accès aux ressources financières aux échelons régional ou multinational. 	Contribution à l'élaboration de demandes de financement dans le cadre du 10e FED et des initiatives de la CE sur les AME.			
	Assistance fournie pour élaborer des propositions nationales permettant d'accéder aux ressources financières à l'échelon national	Ce travail a été coordonné au niveau régional dans le cadre des initiatives de la CE sur les AME et du 10e FED.			
2.3.1.5 Contribution des pays insulaires océaniens aux processus et forums internationaux et régionaux appuyés.	Initiatives sur le développement durable recensées dans le Plan Pacifique élaborées, promues et dûment consignées.	 Contribution aux rapports du Plan Pacifique sur les activités liées à l'environnement. Priorités régionales pour 2010 en matière de changement climatique définies et examinées par les dirigeants du CORP, le PPAC et approuvées par les dirigeants du Forum. Contribution à l'évaluation de la mise en œuvre du Plan Pacifique et des groupes de travail du CORP. 			
	Appui fourni pour faciliter les interactions des pays insulaires océaniens avec le Forum des îles du Pacifique et d'autres processus régionaux ou internationaux pertinents.	Contribution à l'élaboration d'un projet d'accord de partenariat économique sur les questions liées à l'environnement. Participation aux réunions des dirigeants du CORP et du sous-comité sur le changement climatique.			
	Groupes de travail du CORP sur le développement durable constitués et réunis une fois par an.	Organisation et participation aux réunions du groupe de travail sur le développement durable qui a examiné la coopération régionale en matière de SNDD et d'intégration, le changement climatique et la préparation à la COP16, la croissance écologique et les énergies renouvelables			

Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisio	ns budgéta \$ US	ires
Résultat 2.3.2 – Intégration des	questions d'environnement dans les processus	s décisionnels appuyée		\$ 03	
2.3.2.1 Élaboration, renforcement et mise en œuvre des Stratégies	Conseils techniques fournis pour contribuer à l'élaboration, au renforcement et à la mise en œuvre	Assistance et conseils techniques fournis en vue de la finalisation du Plan stratégique national de Nioué 2009-		Dépenses prévues	Dépenses effectives
nationales de développement durable (SNDD) ou	des SNDD ou d'instruments équivalents.	2013. • Assistance et conseils techniques fournis en vue de la	Frais de personnel	54 704	41 429
d'instruments équivalents appuyés.		révision et de la préparation de la Stratégie nationale de développement durable de Nauru 2005-2025 (SNDD 2009	Frais de fonctionnement	207 365	15 076
		révisée). • Discussions entamées sur l'assistance technique nécessaire	Frais d'investis- sement	0	0
		à Tuvalu.	Sous-total	262 069	56 505
2.3.2.2 Intégration des questions d'environnement dans les processus de planification du développement appuyée	Directives sur les meilleures pratiques concernant l'intégration des questions d'environnement dans les processus de planification du développement élaborées, diffusées et actualisées. Consideration de l'intégration d	Directives d'intégration devant être élaborées dans le cadre du volet d'intégration du projet PACC. Intégration dans les processus d'évaluation de l'impact sur l'environnement – formation organisée à Nioué et en PNG.	réception des 118 l'année tandis qu l'ICCAI et du l	des crédits due à 8 000 \$ du JICA à la fin ue les fonds attendus PNUE ne se sont _l	
	 Conseils techniques fournis en vue de l'intégration des questions d'environnement dans les processus de planification du développement. 	 En cours dans le cadre du processus susmentionné de renforcement des capacités sur les EIE. Assistance technique fournie à Nioué en vue de l'élaboration de sa politique nationale sur le changement climatique. 	matérialisés. Le poste de C développement durable a par vacant pendant 5 mois.		
2.3.2.3 Développement des capacités en vue de l'intégration du développement durable dans les processus de planification appuyé.	Besoins de développement des capacités nationales en vue de l'intégration du développement durable dans les processus de planification recensés.	 Conseils et ressources techniques fournis en vue de l'intégration des questions d'environnement dans les plans nationaux et les stratégies sectorielles grâce à la participation à l'atelier régional sur les PANSB, en février 2009, et aux réunions techniques de la Table ronde sur le changement climatique et du PACC en octobre 2009. 			
	 Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre. 	 Activités d'intégration devant être menées dans les pays insulaires océaniens confirmées lors de la conférence océanienne sur les AME organisée en novembre 2009. 			
Résultat 2.3.3 - Surveillance, év	valuation et rapports sur l'environnement appu	yés en vue de leur intégration aux niveaux national	et régional		
2.3.3.1 Processus et directives visant à améliorer le suivi intégré de	Directives sur les meilleures pratiques en matière de suivi environnemental et de rapports sur	Préparation et soumission au Secrétariat de la CLD du rapport des Parties océaniennes sur les leçons apprises, les		Dépenses prévues	Dépenses effectives
l'environnement et les rapports en la matière aux niveaux	l'environnement aux niveaux national et régional élaborées et diffusées.	pratiques optimales, les défis et les besoins de renforcement des capacités en utilisant le nouveau	Frais de personnel	87 924	85 088
national et régional élaborés et promus.	elaborees et diffusees.	système de suivi de la CLD – Système d'examen des résultats et d'évaluation de la mise en œuvre (PRAIS)	Frais de fonctionnement	154 689	242 248
promus.		Élaboration d'indicateurs pour évaluer les impacts de la Convention. Ces indicateurs ont été examinés dans la	Frais d'investis- sement	0	0
		synthèse globale des rapports et l'évaluation préliminaire	Sous-total	242 612	327 336
		du système PRAIS de la CLD en 2011 et pour les futures activités de renforcement des capacités de suivi et de communication pour le Pacifique.		nentaires ont été obten nancer des activités no	

			Prévisions budgétaires
Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	\$ US
	Processus d'amélioration du suivi, de l'évaluation et des rapports sur l'environnement élaboré, diffusé et promu.	Voir ci-dessus.	
2.3.3.2 Outils et mécanismes visant à améliorer l'utilisation stratégique des données environnementales élaborés et promus.	Inventaire des recueils de données environnementales dans le Pacifique dressé et actualisé.	Réalisation avec des collègues de l'USP de la formation régionale sur les évaluations intégrées de l'environnement et de la planification de l'examen des rapports océaniens sur l'état de l'environnement et des Perspectives du Pacifique sur le changement climatique et l'environnement (PECCO), avec la participation de 12 représentants des pays dont 8 du CORP et d'autres partenaires. Réalisation avec des collègues du PNUD de la formation régionale de 30 représentants nationaux sur le nouveau système de suivi PRAIS et les rapports devant être fournis à la CLD pour 2008-2009.	
	Appui technique fourni en vue de la mise en œuvre des évaluations de l'environnement dans la perspective du développement durable.	Lancement dans le cadre des PECCO de la collecte de données de référence en vue de l'élaboration d'indicateurs et d'ensemble de données pour suivre et examiner l'état de l'environnement océanien.	
	Mesures régionales d'amélioration de la capacité d'évaluation environnementale dans le Pacifique élaborées et mises en œuvre.	Soutien technique fourni aux 14 pays Parties à la CLD, notamment sur l'utilisation du nouveau portail PRAIS pour soumettre des rapports nationaux à la CLD. Sept pays ont soumis leur rapport avant la fin de l'année 2010, dont cinq à temps pour être inclus dans la synthèse mondiale.	
2.3.3.3 Développement des capacités nationales en matière de suivi, d'évaluation et de rapports sur l'environnement et d'utilisation de données environnementales stratégiques appuyé.	Besoins de développement des capacités nationales recensés pour améliorer le suivi et les rapports sur l'environnement ainsi que l'utilisation stratégique de données environnementales.	 Préparation en association avec l'Université du Pacifique sud du rapport final PECCO élaboré par le CORP et d'autres partenaires. Coordination de la préparation du rapport d'évaluation sur les perspectives océaniennes concernant les espèces envahissantes. Préparation du Rapport sur l'avenir de la biodiversité marine dans le cadre du programme de l'ONU pour les mers régionales du Pacifique Sud en vue de l'examen mondial de l'ONU sur la biodiversité marine prévu pour 2010. Conseils fournis sur les principales priorités du Pacifique en matière de politique environnementale devant être examinées dans le cadre de l'évaluation de la situation de l'environnement mondial ou des cinquièmes perspectives mondiales en matière d'environnement (GEO-5) en juin 2012. 	
	Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre	Organisation d'ateliers nationaux en vue de l'intégration des EIE et AME aux États fédérés de Micronésie (29 participants), à Nauru (17 participants) et aux Îles Marshall (17 participants).	

Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisio	ns budgét \$ US	aires
	Appui fourni en vue de la production de rapports nationaux et régionaux sur l'état de l'environnement.	Organisation d'activités de formation sur le système PRAIS de la CLD dans quatre pays (Samoa, Kiribati, Nioué et Nauru), auxquelles ont participé 77 agents techniques et stratégiques issus d'organismes publics et d'ONG.		·	
	Appui fourni en vue de l'élaboration des profils de pays annuels prévus dans le plan d'action.	Organisation de la première formation dans les pays sur les évaluations intégrées de l'environnement et de l'atelier de planification de l'examen de l'état de l'environnement à Kiribati, au cours duquel 23 agents techniques et stratégiques du gouvernement et d'ONG ont formulé un projet de plan sur l'état de l'environnement de Kiribati.			
2.3.3.4 Partenariats visant l'utilisation accrue d'informations sur l'environnement établis et mis en œuvre.	Liens entre les organisations ayant accès à des données et compétences susceptibles d'améliorer l'utilisation des données environnementales dans le Pacifique recensés.	Appui fourni aux EFM, aux Îles Marshall, à Nauru, à Kiribati et au Samoa.			
	Accès à l'information et aux compétences négocié et intégré dans les processus de rapports et d'analyse sur l'environnement.	Conseils fournis sur les profils nationaux annuels concernant les programmes sur le changement climatique dans le cadre de la Conférence du PROE de 2010.			
	Réseaux régionaux et nationaux intégrés en matière d'évaluation, de suivi et de rapports sur l'environnement élaborés et promus.	Réseau mis en place avec les groupes de réflexion nationaux sur la gestion durable des sols, le CORP et d'autres partenaires pour faciliter la préparation des rapports nationaux sur le PRAIS de la CLD pour 2008-2009.			
Résultat 2.3.4 - Identification d	le crédits pour l'environnement et accès à ces c	erédits appuyés			
2.3.4.1 Accès aux fonds du FEM appuyé	Appui fourni aux pays insulaires océaniens en vue de Management de la companyation de la companyat	Assistance technique fournie aux 14 PEID du FEM et aux agents d'exécution en vue de l'élaboration des projets		Dépenses prévues	Dépenses effectives
,,,	l'élaboration de projets susceptibles d'être financés par le FEM.	nationaux ou des volets nationaux des projets multipays pour les FIP de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir	Frais de personnel	67 829	123 164
		viable Documents d'information et mises à jour préparés et	Frais de fonctionnement	68 847	54 072
		diffusés aux pays au sujet de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable (GEF-PAS), y compris la fourniture de	Frais d'investis- sement	0	307
		conseils, avant, pendant et après la réunion des groupes de pays des PEID du Pacifique et missions dans les pays du	Sous-total	136 676	177 543
		Conseil pour fournir une assistance technique aux Îles Salomon (deux missions), à Kiribati (deux missions), en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Fidji, à Tuvalu et à Nauru. Tous les FIP de GEF-PAS ont été approuvés par le Conseil ou par le Secrétariat du FEM avant la fin de FEM-4 en juin 2010 pour un programme GEF-PAS totalisant 102 225 800 dollars ÉU.			mois pour le 'assistance du ents obtenus,

		1108.00.000		
Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisions budgétaires \$ US	
	Appui fourni aux pays insulaires océaniens en vue de la mise en œuvre des projets financés par le FEM.	Assistance fournie par courrier électronique à la majorité des pays en vue de l'élaboration de volets de projets du FEM et missions à Tuvalu, Nauru et Kiribati. Coordination en place en vue de la fourniture d'assistance technique d'autres chargés de projet du PROE pour aider les pays et les agents d'exécution à mettre en œuvre les projets du FEM dans leurs domaines de spécialisation Appui fourni pour aider les pays à accéder aux ressources hors du cadre GEF-PAS y compris aux programmes mondiaux et institutionnels du FEM.		
	Appui fourni aux pays insulaires océaniens en vue du respect des obligations de suivi et d'évaluation des projets financés par le FEM.	Conseils fournis aux pays lors de la préparation des FIP et des descriptifs de projets, notamment sur les mécanismes de suivi et d'évaluation relevant de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable Une contribution au Bureau de l'évaluation du FEM sur le DAR s'est soldée par l'élaboration d'un nouveau système d'allocation transparente des ressources (STAR) généralement plus favorable aux PEID océaniens. Le mandat du Conseiller chargé de l'assistance du FEM auprès du PROE a été révisé en 2009 pour inclure une partie des fonctions de coordination, de suivi et d'évaluation envisagées dans le cadre de GEF-PAS.		
	Appui fourni aux pays insulaires océaniens concernant les autres questions relatives au FEM.	 Assistance et conseils sur les questions océaniennes fournis au Conseil pour l'Asie-Pacifique pendant deux réunions. Une assistance a été fournie pendant la réunion du groupe de pays et l'atelier du programme d'aide aux représentants des pays, aux membres du Conseil et au Secrétariat du FEM à Port Moresby (PNG). Les pays ont reçu une assistance concernant l'accès aux ressources du FEM hors de GEF-PAS, et sur les politiques, procédures, processus et approches du FEM portant notamment sur le changement. Le conseiller sur le FEM a joué un rôle d'intermédiaire pour les pays et autres partenaires du FEM, y compris le Secrétariat du FEM, les agents et organismes d'exécution, les O.N.G. internationales et certains donateurs et 		

	Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	F	Prévisions budge \$ US	étaires
		Coordination du FEM, des pays et des autres partenaires appuyée et facilitée.	Obtenu grâce à la coordination des relations au Secrétariat du FEM, les agents d'exécution, les organisations du CORP, les organismes d'exécut groupe de travail des ambassadeurs du Forum, de référence du GEFSA et les pays Assistance fournie par le biais du conseiller juri PROE dans le cadre d'un atelier national sur les négociations aux Îles Salomon. Assistance technique fournie dans le cadre de créunions du Projet de gestion des pêcheries oc financé par le FEM et coordonné par la FFA et l Participation à l'Assemblée du FEM qui se réun quatre ans et assistance fournie dans ce cadre océaniens.	tion, le le groupe dique du deux éaniques a CPS. it tous les		
2.3.4.2	Accès à d'autres sources de financement sur l'environnement appuyé.	Partenaires susceptibles d'investir dans l'environnement océanien identifiés. Accès aux fonds des partenaires facilité.	Lié aux résultats 2.1.1 et 2.3.1 et au sous-résult Intégré dans les volets pertinents de tous les pr			
		Conseils techniques fournis pour appuyer le respect des obligations d'information.	Soutien régulièrement apporté aux pays conce rapports devant être fournis au titre des AME e régionales devant faire l'objet de rapports simp AME portant sur la biodiversité et au projet UE de renforcement des capacités sur les AME (év rapports intégrés). Voir sous-résultats 2.3.3.1 e dessus.	et aux activités blifiés sur les -PNUE-PROE aluation et		
					Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	1 332 530	1 397 410
				Frais de fonctionnement	3 865 243	2 831 074
				Frais d'investissement	8 700	10 670
				TOTAL	5 206 473	4 239 154

DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS 3.

Garantir l'existence de politiques et de services propres à contribuer à la réalisation des objectifs des programmes stratégiques du Objectif: Secrétariat et à l'efficacité de l'organisation

La direction générale assure la conduite des opérations du Secrétariat et définit ses orientations stratégiques. Les services administratifs permettent d'assurer efficacement l'exécution des deux programmes stratégiques du Secrétariat et de fournir des conseils administratifs et financiers à la direction.

Les services administratifs couvrent les finances, les ressources humaines et l'administration, les technologies de l'information et la communication, la documentation et les publications.

Résumé des objectifs et faits marquants de 2010 :

Les récentes conférences du PROE ont clairement indiqué que l'organisation devait devenir plus efficace et focalisée. L'Évaluation indépendante de l'organisation et l'Évaluation institutionnelle réalisée par la CE ont fourni au PROE un cadre lui permettant d'améliorer les services fournis aux pays océaniens. Ce processus de gestion du changement a permis de renforcer les normes institutionnelles et les systèmes de gestion interne. Un nouveau système de passation de marchés a été mis en place en avril. Des valeurs institutionnelles et un code de conduite visant à renforcer la direction éclairée du Secrétariat ont par ailleurs été adoptés en octobre. Ces mesures ont été au cœur des préoccupations de la direction en 2010.

Les services fournis aux Membres bénéficient d'une efficacité accrue grâce à l'augmentation du nombre de programmes exécutés dans les pays et à l'établissement de partenariats mieux ciblés.

Un nouveau Plan stratégique pour 2011-2015 a été élaboré et adopté par la 21e Conférence du PROE à Madang (PNG). Ce document accorde une plus grande importance aux priorités des Membres et correspond aux grandes préoccupations environnementales de la région, qui sont devenues de plus en plus manifestes ces 20 dernières années. Ce Plan constitue le cadre qui orientera les plans de travail annuels du PROE pour les cinq années à venir ainsi que sa vision à plus ou moins long terme.

L'année 2010 a également été marquée par la mise en place du Système d'amélioration des résultats personnels (PDS) qui a été élaboré et adopté pour évaluer les performances du personnel. Ce nouveau système s'inscrit dans le cadre de l'harmonisation du développement des ressources humaines au sein du CORP. Cette nouvelle stratégie a également orienté les activités du Secrétariat et renforcé les partenariats dans le but de développer les programmes tandis que les services administratifs se sont efforcés de fournir un soutien et des services efficaces pour permettre aux deux programmes stratégiques et à la direction d'atteindre leurs objectifs et d'assister au mieux les pays et territoires insulaires océaniens.

Cette action a été menée à bien grâce à la coordination professionnelle, la facilitation, la gestion et le suivi des activités et réalisations des deux programmes, conformément au budget-programme du Secrétariat pour 2009.

Principales réalisations pour 2010 :

- Préparation et soutien professionnel à la 21^e Conférence annuelle du PROE, qui s'est tenue à Madang (PNG) du 6 au 9 septembre 2010.
- Obtention de l'avis sans réserve des commissaires aux comptes concernant les états financiers de 2010.
- Participation active et de haut niveau aux réunions régionales et internationales pour appuyer les pays et territoires océaniens : Négociations de Cancún sur le changement climatique en décembre 2010 et 10^e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, à Nagoya (Japon) du 18 au 29 octobre 2010, etc.
- Adoption du nouveau Plan stratégique 2011-2015 de l'organisation à la 21^e Conférence du PROE en Papouasie-Nouvelle-Guinée.
- Établissement de nouveaux partenariats se soldant par l'augmentation des services fournis aux Membres : engagement financier de 9 millions de dollars É.-U. de la part du Japon pour appuyer les efforts nationaux de gestion des déchets solides.

- Révision et amélioration continues des procédures et processus de gestion des finances et biens de l'Organisation, des ressources humaines et de l'administration, de la communication, des publications, des technologies de l'information et des matériels d'information pour améliorer l'efficacité et les normes professionnelles au sein de l'Organisation.
- Missions dans plusieurs pays et territoires insulaires océaniens pour les consulter au sujet de leurs besoins et priorités.
- Fourniture d'informations et préparation de dossiers de haute qualité pour les conférences et négociations ; collaboration et coopération régionales sur l'élaboration de politiques; formulation de directives pour faciliter la participation des pays et territoires océaniens.

Analyse financière comparative :

Budget total	Dépenses effectives	Part des dépenses
2 351 592 \$	2 358 093 \$	100,2 %

DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS 3.

Garantir l'existence de politiques et de services propres à contribuer à la réalisation des objectifs des programmes stratégiques du Secrétariat et à Objectif: l'efficacité de l'Organisation

Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisio	ns budgéta \$ US	ires
Volet: 3.1 - Direction Objectif: Contribuer à l'a	générale amélioration des performances grâce à une directi	on éclairée			
Soutien logistique à la Conférence du PROE	Conférence annuelle du PROE organisée de	Les Membres ont reçu tous les documents nécessaires pour la 21 ^e Conférence du PROE.		Dépenses prévues	Dépenses effectives
du PROE	manière professionnelle, en offrant à tous les Membres la possibilité d'y participer.	Les Membres ont pris acte avec satisfaction du Rapport de suivi et d'évaluation des performances (PMER) de 2009, du	Frais de personnel	473 754	433 997
		Budget-programme de 2011 et, en particulier, de la fourniture d'informations détaillées et de graphes utiles.	Frais de fonctionnement	326 460	412 557
		Le rapport de la Conférence a été publié sous format papier et électronique, en anglais et en français, et distribué à tous les	Frais d'investis- sement	0	46 361
		Membres avant la fin de l'année.	Sous-total	800 214	892 915
		Le rapport annuel pour 2009 a été publié dans une présentation de haute qualité et diffusé aux Membres avant la 21 ^e Conférence du PROE.	Les dépenses de examinées avec		
Consultation des Membres.	Membres consultés et informés sur les décisions et initiatives importantes.	La direction a consulté et informé les Membres au sujet de l'élaboration du nouveau Plan stratégique du PROE pour 2011-2015.	Dépassement des crédits initialemer pour le Plan stratégique, des supplémentaires ayant été obtenus a AUXB pour financer ce processus.		des fonds
Maintien et renforcement des liens avec les donateurs.	Relations avec la communauté des donateurs privilégiées par la direction. Exigences des donateurs en matière de rapports et de responsabilité respectées dans les délais prévus.	 Des réunions et séances d'information ont régulièrement eu lieu avec les Membres donateurs (Australie et Nouvelle-Zélande) au sujet des programmes et d'autres questions d'intérêt commun. La direction a maintenu des contacts réguliers et fructueux avec plusieurs autres donateurs y compris des donateurs non traditionnels (Finlande, Chine, Suisse, etc.). Les rapports requis par les donateurs ont été produits. 			

Programme 3 – DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS | 2010

	_				
Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisi	ons budgéta \$ US	ires
Coordination régionale et internationale améliorée.	Questions et positions régionales définies et prises en compte dans les décisions des forums régionaux et internationaux.	Coordination et diffusion aux Membres de documents d'information avant la réunion de Cancún sur le changement climatique, en décembre 2010. Participation aux réunions stratégiques de l'OASIS et organisation de séances d'information des chefs d'État en vue de la réunion de Cancún. La direction a continué d'accorder une haute priorité aux réunions du CORP, à savoir aux réunions des dirigeants des organisations membres et des groupes de travail du CORP Participation régulière de la direction aux réunions annuelles des organes directeurs des organisations du CORP Coordination de réunions de coordination avec d'autres organismes internationaux et régionaux dont la Banque mondiale et la BASD dans des domaines d'intérêt mutuel comme le changement climatique.			
Secrétariat géré de manière efficace et rationnelle	 Opérations internes du Secrétariat évaluées régulièrement et améliorations nécessaires recensées et mises en œuvre. 				
	on et communication stèmes d'information et de communication fiab	les et conviviaux			
Gestion des bases de données de l'Organisation et des programmes	Bases de données de l'Organisation disponibles	Amélioration et gestion continues de la base de données EDA/AWPID (Manifestations et Mise en œuvre du		Dépenses prévues	Dépenses effectives
i organisation et des programmes	aux utilisateurs, régulièrement mises à jour sur une plateforme technique appropriée et stable.	programme de travail annuel). • Appui fourni à la base de données sur les tortues (TREDS)	Frais de personnel	443 691	384 730
		Appui fourni aux bases de données administratives et financières	Frais de fonctionnement	118 783	120 815
		Création de la base de données sur les profils de pays. Augmentation de la taille des boîtes aux lettres et mise à	Frais d'investis- sement	19 000	13 111
		jour de Microsoft Exchange Server. Fichier multimédia créé pour faciliter le programme d'orientation du personnel. Évaluation des nouveaux systèmes de paie et d'information sur les ressources humaines et rapport soumis à l'approbation de la direction.	Sous-total	581 474	518 656
			Sous-utilisation a des postes de Sp d'applications we réseaux et du so la majeure partie	pécialiste du de leb et d'Ingénie utien informati	éveloppement ur chargé des

Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévisions budgétaires \$ US
Assistance sur les TIC fournie au Secrétariat	 TIC disponibles aux agents du PROE et gérées sur une plateforme technique stable. Perturbations des services informatiques communiquées aux agents du PROE de sorte à perturber le moins possible les activités du Secrétariat. 	 Soutien informatique (matériel et logiciel) fourni au Secrétariat. Formation dispensée au personnel sur les services informatiques et les applications courantes Appui fourni à la Conférence du PROE de 2010. Achats groupés de matériel informatique sur une base trimestrielle. Appel d'offres lancé pour les services Internet et contrat adjugé. 	
Élaboration et mise à jour d'un processus de gestion des risques relatifs aux TIC.	 Processus de gestion des risques relatifs aux TIC élaborés et déployés pour permettre la restauration de données à jour dans les délais les plus brefs en cas de sinistre informatique. 	 Services de sauvegarde fournis à l'organisation. Suivi quotidien des systèmes informatiques pour veiller à leur bon fonctionnement. Plans antisinistre mis à jour et révisés Mise à jour du réseau local en vue d'augmenter la capacité et la vitesse des connexions. 	
 Systèmes d'archivage développés et mis à jour. 	Système d'archivage des données élaboré et déployé pour permettre leur récupération rapide.	Numérisation et catalogage des archives dans la base de données DBTextWorks.	
Maintien et amélioration de l'accès aux services bibliothécaires	 Services bibliothécaires du PROE disponibles aux agents de l'Organisation et aux membres du public. Réponses aux demandes de service de recherche et de documentation données dans les délais prescrits. Bases de données bibliographiques actualisées et accessibles. Documents pertinents recensés, catalogués et saisis dans la base de données de la bibliothèque et disponibles sous un format exploitable. Accès accru aux publications, matériels promotionnels et informations sur l'Organisation sur support papier et électronique. Collection étendue et actualisée sur les principaux sujets environnementaux concernant le Pacifique de sorte à répondre aux besoins du PROE et des parties prenantes de la région. 	 Services de la bibliothèque du PROE accessibles aux agents de l'Organisation et aux membres du public. Soutien fourni aux demandes de recherche et de documents par le personnel du PROE, les pays et territoires insulaires océaniens et la communauté Base de données de la bibliothèque à jour et accessible – 859 nouveaux matériels d'information ajoutés au catalogue de la bibliothèque du PROE 617 nouveaux matériels d'information disponibles au format numérique par le biais du site web et du catalogue du CID du PROE. Abonnement de la bibliothèque du PROE à des revues spécialisées sur supports papier et électronique. 	

2	Λ	1	Λ
Z	v	1	v

Sour régultate Indicatoure		Distantant to 2010	Prévisions budgétaires		
Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010		\$ US	
Publications et supports de sensibilisation et d'éducation produits.	Publications à l'appui des activités d'éducation et de sensibilisation diffusées aux parties prenantes.	 Production de matériels (bannières, cartes postales, etc.) pour la campagne « Pacific Voyage » présentée à la 10^e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique. Production de nombreuses publications (voir rapport annuel du PROE). 			
	Contacts avec les médias maintenus et développés. Médias recevant régulièrement des informations du PROE.	Bourses accordées aux médias océaniens (Islands Business Magazine, Tagata Pasifika (TVNZ) et PACNEWS) en vue de la couverture du festival King Tide à Tuvalu : production de trois émissions sur Tuvalu diffusées sur TVNZ, d'articles publiés dans Islands Business Magazine et de dépèches diffusées par l'agence PACNEWS. Équipe médiatique de la campagne « Pacific Voyage » présente à la 10° Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique pour couvrir quotidiennement cette réunion sur le blog http://www.bionesian.blogspot.com Fourniture de bulletins d'information quotidiens pendant la 16° Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique et pendant les négociations de Bonn Rapport hebdomadaire du PROE diffusé sur Radio Australia Lancement du prix des médias « Vision Pasifika » autour du thème « La biodiversité insulaire – un gage de vie ».			
•	formations et des rapports transparents, explic	ables et opportuns			
États financiers fiables présentés en temps voulu à la Conférence	États financiers annuels approuvés sans réserve par les commissaires aux comptes.	Obtention de l'avis sans réserve des commissaires aux comptes concernant l'exercice 2009 pour la 21 ^e Conférence		Dépenses prévues	Dépenses effectives
du PROE.		du PROE	Frais de personnel	273 518	298 215
 Présentation en temps voulu de rapports financiers fiables aux 	Exigences des donateurs respectées en matière de rapports financiers.	Fourniture de rapports financiers aux donateurs en accord avec leurs exigences	Frais de fonctionnement	52 000	124 424
donateurs		Prise en compte des recommandations de l'évaluation institutionnelle réalisée par l'UE sur les réformes du système	Frais d'investis- sement	0	710
		comptable et la révision des politiques et procédures comptables.	Sous-total	325 518	423 349
Présentation de rapports de gestion financière à la Direction et aux programmes	Services administratifs et programmes du PROE ayant accès à des informations financières propices au bon fonctionnement du Secrétariat.	Préparation et diffusion mensuelles des rapports financiers et budgétaires requis par la direction et les chargés de programmes Fourniture en temps opportun de services financiers à l'ensemble de l'Organisation.	Dépassement des crédits dû aux pertes change de 81 696 \$ encourues penda l'année. Cette section doit être lue avec ce sur le résultat 3.4.		ues pendant

Programme 3 – DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS | 2010

Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010	Prévision	ons budgéta \$ US	ires
Fourniture de processus de gestion intégrée des risques financiers	Facteurs de risques financiers régulièrement évalués et mesures d'atténuation des risques élaborées et régulièrement mises à jour.	 Suivi continu des systèmes et processus comptables et améliorations apportées pour veiller au respect du règlement financier et des politiques et procédures financières Rédaction du manuel de procédure financière et élaboration des politiques en matière de déplacements Planification et gestion de l'investissement des fonds excédentaires dans des dépôts bancaires à court terme Rédaction du manuel de passation de marchés, formation du personnel sur l'application des processus associés et suivi continu de leur bonne application 			
Volet : 3.4 - Administr Objectif : Utiliser des sys	ration stèmes de gestion du personnel et d'administra	tion efficaces			
Gestion du recrutement et de l'orientation du personnel ainsi	Politiques de gestion des ressources humaines (couvrant le recrutement et l'orientation) mises à jour au besoin et respectées par tous les agents du PROE.	Suivi continu de la bonne application du règlement du personnel révisé et mis à jour. Des amendements ont été		Dépenses prévues	Dépenses effectives
que des prestations sociales associées		approuvés par la 21° Conférence du PROE. Nouveau modèle de fourchette de rémunération adopté par	Frais de personnel	249 886	218 915
associees		toutes les organisations du CORP et approuvé par la Conférence du PROE en vue de son application à compter du	Frais de fonctionnement	364 500	298 522
		1er janvier 2011. Des ateliers et des consultations ont été organisés avec les membres du personnel. • Poursuite de la période d'essai du projet de politique de recrutement et de sélection – les observations du personnel	Frais d'investis- sement	30 000	5 737
			Sous-total	644 386	523 174
		continuent d'être intégrées dans la politique et les procédures révisées. Conseils et services fournis sur tous les aspects de la gestion des ressources humaines au sein de l'organisation. Poursuite de la révision des politiques et procédures sur les ressources humaines et approbation de plusieurs politiques par la direction générale. Évaluation du service des TIC Enquête de satisfaction du personnel réalisée pour la deuxième fois et indiquant une amélioration importante du moral du personnel par rapport à l'année précédente	Cette section doit résultats 3.1 et 3.3		elles sur les

Programme 3 – DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS | 2010

				Prévisions b	udaátairas
Sous-résultats	Indicateurs	Réalisations de 2010		\$ U	
Mise en place de systèmes de gestion des performances du personnel Gestion de l'infrastructure et des biens du Secrétariat	Cadre d'évaluation du personnel élaboré, déployé et mis à jour au besoin. Plan de gestion durable de l'infrastructure et des biens du Secrétariat élaboré, déployé et régulièrement mis à jour.	 Participation active au groupe de travail sur l'harn du CORP. L'année a été marquée par l'évaluation concernant un système d'information sur les resse humaines; le rapport et les recommandations de évaluation ont été examinés par le groupe de trav d'être soumis aux directeurs des organisations du début de 2011. Participation au groupe de travail du CORP sur l'ar rôles féminins et masculins pour veiller à ce que c questions soient prises en compte dans la mission Secrétariat. Un comité interne de lutte contre les discriminations sexistes a été mis en place en vue en œuvre des engagements du CORP dans ce dom initiatives adoptées dans les plans de travail du Se Élaboration du nouveau Système d'amélioration personnels (PDS) pour le personnel et le Secrétari approbation par la direction générale en vue de sc application à compter du 1er janvier 2011. Formai dispensée au personnel. Conseils fournis sur toutes les questions relatives ressources humaines et aux résultats du personnel et la c sur les sujets de préoccupation du personnel et la c sur les sujets de préoccupation du personnel. Sécurité assurée pour tous les biens du Secrétaria Plan d'intervention en cas de catastrophe élaboré Services sous-traités et suivis en continu pour l'en tous les biens Services généraux et d'entretien fournis dans les c suivants : Gestion des dossiers Gestion des dossiers Gestion des biens Registre des immobilisations, plan de mainter biens Assurance Transport, nettoyage et entretien Services administratifs et de soutien 	des besoins purces cette ail avant CORP au malyse des es du de la mise naine et des crétariat. Les résultats at et on tion aux el. direction te et approuvé tretien de domaines		
				Dépenses prévues	Dépenses effectives
			Frais de personnel	1 440 849	1 335 857
		fonctionnement	861 743	956 317	
	Frais d'investisse			49 000 2 351 592	65 919
	TOTAL				2 358 093